

Différences



Nous...
«les autres»

**Mon enfant
sera métis**



A MOI, AUVERGNE !

Au lendemain des élections cantonales, dans cette petite ville du Massif Central, devant le zinc du café de la gare, un buveur proclame, parmi ses copains qui s'esclaffent : « Moi, je suis pas français, je suis auvergnat ! ... » L'affirmation lui plaît tellement qu'il la répète plusieurs fois, bruyamment, au milieu des rires. Un autre renchérit : « La France, c'est pas ici, c'est autour ».

A travers l'outrance volontairement comique, ils expriment à coup sûr une réalité profonde : leur attachement à ce petit canton de la planète où ils se sentent chez eux et en dehors duquel tout leur semble étranger. Qui les en blâmerait ? Certainement pas le Parisien qui ne voudrait pour rien au monde se priver de son métro aux heures de pointe. Mais tous reconnaîtraient sans doute qu'on peut également appartenir à un ensemble plus vaste, de la nation à l'humanité.

Non loin de là, dans les hameaux de la montagne, de plus en plus de jeunes s'installent dans des fermes naguère abandonnées. Pourvus de quelques chèvres ou moutons, sur leurs lopins, ils travaillent dur pour vivre, ils s'irritent de la baisse du pouvoir d'achat, scrutent le ciel au moment des foins, se préoccupent de l'adduction d'eau, vont au marché du lundi, comme tout un chacun. Mais voilà ! Les gars ont les cheveux longs. Ils ont un autre accent. Ils viennent d'une grande ville, pourquoi ? Et comment peuvent-ils joindre les deux bouts avec si peu de moyens ?

Les habitants anciens les nomment les « hippies ». Eux non plus, à vrai dire, ne cherchent guère à s'expliquer. Les motivations et les perspectives, les conceptions et les loisirs des uns et des autres ne concordent pas. Distance des origines, des générations, des cultures (et non plus de l'agriculture) : on se côtoie sans réelle communication.

L'épicière du village, native d'ici, a émigré à Paris, est revenue après quelques années avec un mari, citadin reconverti. Cela suffit pour qu'elle ressente une double brisure et, mal acceptée, mal adaptée, s'interroge sur l'avenir de ses enfants qu'elle ne veut pas, elle, mettre en pension au bourg. Restera-t-elle ? Le dépeuplement se poursuivra-t-il, secrétant au fur et à mesure les conditions mêmes qui l'accroissent ?

De temps en temps, la maréchaussée pince un ou deux pilleurs de résidences secondaires ; d'autres, parfois reçoivent dans le dos une décharge de chevrotine. Ces faits divers alimenteront longtemps la chronique ; on évoquera le dimanche, autour de la « goutte », ces étranges garçons et filles sans feu ni lieu, qui conduisent à toute vitesse de grosses bagnoles rafistolées.

Les immigrés ? Par ici, ils sont gentils et tranquilles, assure le marchand de journaux de la ville, qui a entendu parler du MRAP. « Mais leurs enfants, ce ne sont que des voyous... ». Il n'est pas raciste, il vous le dit, tout le monde doit vivre, n'est-ce pas ? Au village, on se souvient de la colonie de vacances, où il y avait « beaucoup de bicots », qui « saccaquaient tout » - tout comme les autres gosses d'ailleurs, on l'admet au bout du compte.

C'est un canton parmi bien d'autres, où les électeurs se sont partagés moitié-moitié. On vérifie, dans les conversations, une lacune de la langue française, qui ne dispose que d'un mot pour déclarer étranger celui qui n'est pas du pays comme celui qui n'est pas de la région ou de la famille. L'anglais, l'espagnol, par exemple, offrent deux mots distincts. Cette confusion dans notre vocabulaire entre l'extranéité (donnée objective liée à la nationalité) et l'étrangeté (impression subjective née d'une situation inhabituelle) ne recouvre-t-elle pas, en fait, des réactions qui se chevauchent ? On se croit menacé dans son identité, dans sa sécurité ; on croit se défendre en écartant le plus loin possible de soi ce qui est différent ; on boucle toutes les frontières, et par là même les issues.

Pourtant, la veille, jour du vote et Journée internationale contre le racisme, 2 000 Auvergnats de souche et d'adoption, rassemblés à Clermont-Ferrand, s'applaudissaient dans la joie d'une fête. Autour des chanteurs et danseurs de quatre continents, réunis là par les avatars de l'Histoire, maghrébins, portugais, sud-américains, laotiens, cambodgiens, devant les tables garnies d'objets artisanaux, de livres et de nourritures, la foule multiple tourbillonnait, détendue, gourmande, amicale.

Au lieu du cloisonnement stérile, de l'ignorance méprisante, voire de l'hostilité qui trop souvent prévalent, ne vaudrait-il pas mieux s'approcher, s'écouter, s'entendre, au nom de ce qui nous est commun, pour s'enrichir mutuellement de nos différences ? C'est seulement ensemble que nous pouvons nous libérer de la peur de l'Autre et devenir pleinement nous-mêmes.

Albert LEVY

sanofi



40, avenue George V - 75008 PARIS

**UN GROUPE FRANÇAIS
AU SERVICE DU « MIEUX-ÊTRE »...**

**PHARMACIE
MATÉRIEL HOSPITALIER ET
MÉDICO-CHIRURGICAL
PARFUMERIE ET PRODUITS DE BEAUTÉ
SANTÉ ANIMALE**

... DANS LE MONDE

Plus de 80 filiales à l'étranger

Mon abonnement

NOM
 Prénom
 Adresse

 Code postal
 Commune

Un an : 140 F Six mois : 75 F
 Deux ans : 270 F Soutien : 200 F

Chèque et coupon à adresser à
 DIFFERENCES (Service Abonnements)
 89, rue Oberkampf, 75011 Paris

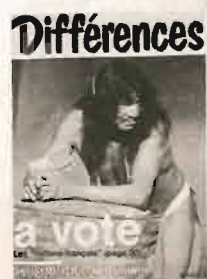
DIF 10

le magazine

Différences

entre les peuples

de l'amitié



Un an : 100 F
 CADEAU

Faites un deuxième abonnement pour 100 F seulement

NOM
 Prénom
 Adresse

 Code postal
 Commune

Chèque et coupon à adresser à
 DIFFERENCES (Service Abonnements)
 89, rue Oberkampf, 75011 Paris

DIF 10

POINT CHAUD

6

DE CORTES A LA UNITED FRUIT, CINQ SIECLES DE TUERIES

Les Indiens du Guatemala, régulièrement victimes de massacres, luttent aujourd'hui avec les paysans pauvres d'origine espagnole.
 Robert PAC

ACTUALITE

10

DU RACISME D'ETAT AU RACISME D'OPPOSITION

Dix mois après le 10 mai, la journée de l'ONU contre la discrimination raciale donne l'occasion d'évaluer le chemin parcouru.
 P.I.

11

LA CUISINE DANS LE PETRIN

Un vent de légalité souffle dans des « restos » et des petites « boîtes ». Les travailleurs immigrés font grève.
 Véronique MORTAIGNE

14

MONTPELLIER : DU SLOGAN AU COCKTAIL MOLOTOV

Dans un environnement pour le moins délicat, une poignée de provocateurs, sous le moindre prétexte peut créer l'incident.
 Dominique DUJARDIN

EXPLIQUEZ-MOI

16

DE PAQUE A... PAQUES

La fête des juifs, des catholiques, des protestants, des orthodoxes...
 Jean-Louis SAGOT-DUVAUROUX

NOTRE TEMPS

18

« JE VIS DE QUALITE »

Aisha, avec son corps tordu refuse d'être un adjectif privé de sujet et d'attribut.
 AISHA

REGIONALE

22

ETRE ARABE A FLERS

La deuxième génération des Maghrébins français, moins résignée que les parents, s'interroge et cherche son identité.
 Jean TORNIKIAN

CONNAITRE

26

PORTUGAL, AN VIII

Pays oublié du reste de l'Europe, sauf révolution, le Portugal reste pour beaucoup un « pays d'émigrés ».
 Jean-Michel OLLE

REFLEXION

34

« MON ENFANT SERA METIS »

« Quand j'ai épousé mon mari, je savais et je voyais qu'il était noir... »
 Augustin BARBARA

HISTOIRE

36

LE GENOCIDE OUBLIE DES JUIFS DE SALONIQUE

Durant la dernière guerre les 60 000 Juifs de Salonique ont été déportés vers les camps de concentration nazis.
 par Schofield CORYELL et Elias PETROPOULOS

CULTURE

38

« NOUS... C'EST LES AUTRES »

La rencontre et la fusion de cultures importées et autochtones, un véritable casse-tête quotidien.
 Marina URQUIDI

41

LES DIFFERENCES, ÇA NE REND PAS SUPERIEUR

Les journées cinématographiques d'Amiens n'ont pas été seulement un tourbillon d'images.
 J.-P. G.

EN DEBAT

44

LA DECENTRALISATION MENACE-T-ELLE L'UNITE NATIONALE ?

Des hommes politiques et de culture se prononcent.

DIFFERENCES, magazine mensuel créé par le MRAP (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples), édité par la Société des éditions Différences, 89, rue Oberkampf, 75011 Paris. Tél. : 806.88.33.

Abonnement : 1 an : 140 F ; 1 an à l'étranger : 170 F ; 6 mois : 75 F ; étudiants et chômeurs : 1 an : 120 F ; 6 mois : 65 F (joindre une photocopie de la carte d'étudiant ou de la carte de pointage). Soutien : 200 F ; abonnement d'honneur : 1 000 F.

Directeur de publication : Albert Lévy ; secrétaire de rédaction et maquettes : Pierre Inghilleri ; service photos : Abdelhak Senna. Ont collaboré à ce numéro : Augustin Barbara, Aisha Bernier, Robert Décombe, Dominique Dujardin, Jean-Pierre Garcia, Marc Mangin, Véronique Mortaigne, Jean-Michel Ollé, Robert Pac, Alain Rauchvarger, Jean-Louis Sagot-Duvauroux, Marie-Jeanne Salmon, Pierre-André Taguieff, Yves Thoraval, Jean Tornikian, Marina Urquidi.

Administration : Khaled Debbah ; secrétariat : Danièle Simon ; publicité : Hubert Bismuth et Paul Nataf (tél. : 806.88.33) ; photocomposition et photogravure : SIRG, 9, rue Delouvain 75019 Paris ; Impression : Imprimerie Dulac et Jardin, 1, rue Gay-Lussac, Z.I. n°1, 27000 Evreux ; Diffusion : N.M.P.P.

Numéro de la commission paritaire : 63.634 - ISSN : 0247-9095.

Depuis l'arrivée des Espagnols au XVI^e siècle, des Indiens du Guatemala subissent régulièrement des massacres. Encore la plus grosse part de la population, ils luttent aujourd'hui avec les ladinos contre la Banana Republic des multinationales.

DE CORTES A LA UNITED FRUIT CINQ SIECLES DE TUERIES

Le 6 mars 1982, la presse annonce que deux cents paysans indiens ont été massacrés, dans quatre localités du Quiché, au Guatemala. Des groupes d'hommes armés ont décapités à coups de machette la quasi-totalité de leurs habitants, hommes, femmes, enfants.

« Et il se passa cette chose étonnante que les Espagnols allaient dans les villages y trouver ces pauvres gens qui travaillaient tranquillement à leurs tâches avec leurs femmes et leurs enfants ; et là ils les tuaient à coups de lances et les mettaient en pièces. Les Espagnols entrèrent ainsi dans un village très grand et très puissant (où les habitants étaient moins méfiants qu'ailleurs, sûrs qu'ils étaient de leur innocence) et ils le dévastèrent en moins de deux heures, passèrent les enfants, les femmes, les vieillards au fil de l'épée, avec tous ceux qui ne purent pas s'enfuir. »

Cette horrible description ne se rapporte pas au massacre du 6 mars 1982. Elle fut écrite par Bartholomé de Las Casas en 1552, mais elle concerne déjà le Guatemala (1). Las Casas s'avouait incapable d'évaluer le nombre d'Indiens tués par les Espagnols entre 1524 et 1531. Il décrit encore d'autres abominations : embrochages, Indiens brûlés vifs, et même « comme il (un capitaine de Conquistadores) ne donnait pas à manger aux dix ou vingt mille hommes qu'il emmenait, il leur permettait de manger les Indiens qu'ils prenaient. Il y avait ainsi dans son camp une impressionnante boucherie de chair humaine ; en sa présence on tuait des enfants et on les rôtiissait ; on tuait un homme

pour n'en garder que les mains et les pieds qui étaient considérés comme les meilleurs morceaux. » (2)

Ainsi, quatre siècles et demi après la conquête espagnole, les Indiens du Guatemala continuent d'être massacrés avec la même barbarie. « Aujourd'hui, disait Bartholomé de Las Casas, ils tuent ceux qui restent, et ils continueront à tuer. » (3) Funeste prédiction qui se réalise encore aujourd'hui.

75% de la population

L'acte horrible du 6 mars 1982 n'est pas exceptionnel. Le monde entier se souvient du massacre de cent huit paysans indiens à Panzos, en mai 1978. Plus récemment, le 31 janvier 1980, vingt-et-un Quichés et Ixils venus en délégation pacifique à Guatemala-City, la capitale, étaient brûlés vifs au lance-flamme par des éléments de l'armée guatémaltèque, dans l'ambassade d'Espagne.

Scène quotidienne : la fouille.



Ces derniers temps, d'autres rapports parvenus en France des départements de Solola, Quiché, Huehuetenango, font état de massacres d'Indiens. En fait, c'est presque quotidiennement depuis des années que l'armée ou les groupes para-militaires assassinent les paysans dans des conditions atroces.

Depuis 1954, date où la réaction, aidée par les Etats-Unis a renversé le gouvernement démocratique de Jacob Arbenz, 83 500 citoyens ont été assassinés au Guatemala. Pour la seule année 1981, le nombre des victimes de la répression a atteint le chiffre terrifiant de 13 500 personnes, pour la plus grande part des paysans. Il y a

Venus en délégation pacifique à l'ambassade d'Espagne : brûlés vifs.



chaque jour, en moyenne, trente-six personnes qui sont enlevées, qui disparaissent ou qui sont assassinées. Leurs restes, torturés et mutilés, sont retrouvés plus tard dans des fosses communes, des cimetières clandestins, au fond des ravins ou dans les fossés au long des chemins.

Les Indiens forment la plus grande part des victimes des massacres de paysans. D'abord, parce qu'ils sont quatre millions sur une population totale de sept millions. Ensuite, parce qu'ils vivent pour la plupart dans les hautes terres de l'Ouest et du Nord-Ouest qui regroupent 75% de la population indigène totale. Dans certains départements, ils représentent plus de 90% de la population. C'est dans cette région que se développent les luttes de libération des guérilleros, parmi lesquels les Indiens sont nombreux. C'est pourquoi ils sont les principales victimes de la terreur, un élément essentiel de la guerre livrée par l'armée dans ces campagnes.

Le Guatemala est un pays riche. Les bananes, les agrumes, la canne à sucre, le coton, le café, le cacao ; le fer, l'étain, le cuivre et maintenant le pétrole, ce pays possède toutes ces richesses. Mais les Indiens vivent dans un dénuement profond. Un enfant sur quatre meurt avant d'avoir atteint un an. Huit enfants de moins de 5 ans sur 10 sont victimes de malnutrition. 55% des plus de 10 ans sont analphabètes. 90% des maisons ont un sol en terre battue et deux sur trois n'ont pas l'eau potable.

Maintenus souvent dans un état de servage moderne, les

Le général interroge. Le prisonnier a déjà la corde au cou.



Indiens vivent très pauvrement dans les montagnes et cultivent les terres en pente, stériles et érodées, selon une stricte économie de subsistance, sur des lopins de terre de moins d'un hectare par famille.

Au contraire, les plantations des « latifundistes », les gros propriétaires, forment de vastes domaines situés dans les régions fertiles de monoculture (coton, canne à sucre, etc.) d'où provient l'essentiel de la production agricole destinée à l'exportation. 2% de la population possède ainsi 62% des terres agricoles — vingt-deux familles en possèdent à elles seules la moitié —, alors que 87% n'en possèdent que 19%. 90% des exploitants disposent de moins de sept hectares. La constitution des chefs militaires en fraction de la classe dominante est devenue un fait nouveau.

22 familles possèdent la moitié des terres

Le fait qu'un paysan indien possède de 0,5 à 2,5 hectares et travaille de cinquante à soixante-dix jours par an seulement, entraîne une forte migration vers la côte sud, zone des grandes propriétés exportatrices. Il y gagne un supplément de ressources de deux à trois dollars maximum par jour. Ce système de travail temporaire, né au XIX^e siècle du besoin de main d'œuvre pour la récolte du café, a créé des mécanismes d'exploitation basés sur l'endettement forcé et entérinés par la législation du travail.

Le Guatemala constitue l'exemple le plus frappant de la dépendance à l'égard des

multinationales et de la politique du « gros bâton », selon laquelle les Etats-Unis disposent d'un droit de regard et d'intervention sur l'évolution politique du pays.

Le Guatemala est en effet au cœur de l'empire de la United Fruit qui est souvent citée en Amérique comme l'exemple le plus typique de la domination économique et politique nord-américaine. La United Fruit regroupe une quinzaine de sociétés qui opèrent en Amérique centrale et du Sud, et possède cinquante-huit filiales dans le monde. Ce trust, spécialisé dans l'exploitation des plantations de bananes, occupe 70% du total du commerce mondial de ce fruit.

Au Guatemala, la United Fruit a démesurément élargi le champ de ses activités, puisqu'elle contrôle toute les infrastructures : ports, routes, chemins de fer, téléphone et tout le secteur agricole d'où le nom de Banana Republic qui est souvent donné à ce pays. Son pouvoir est immense et elle provoqua en 1954 le renversement du régime progressiste de Jacobo Arbenz, parce qu'une réforme agraire risquait de la priver de 150 000 hectares de terres non exploitées.

Des dizaines de multinationales s'approprient les richesses du Guatemala. Récemment, après la découverte des gisements d'hydrocarbures, les géants pétroliers, parmi lesquels Elf-Aquitaine, et ceux de l'industrie chimique se sont abattus sur le pays. Cela explique, avec l'intérêt stratégique évident de ce pays, l'acharnement des Etats-Unis, à soutenir une dictature aujourd'hui aussi discréditée que l'était celle de Somoza hier au Nicaragua.

Pour la première fois dans l'histoire des luttes révolutionnaires en Amérique dite latine, les indigènes se battent aux côtés de paysans pauvres d'origine espagnole, les Ladinos. Actuellement, non seulement les Indiens constituent le gros de nombreuses colonnes de guérilleros du pays, mais encore leurs leaders en assurent le commandement.

L'Armée Guerrillera des Pauvres (EGP), l'une des quatre organisations révolutionnaires guatémaltèques, souligne : « On ne peut parler de

l'existence au Guatemala d'une nation intégrée. Les oppresseurs des indigènes guatémaltèques, ceux d'hier et ceux d'aujourd'hui, ont cru à tort que la servitude, l'exploitation et la marginalisation viendraient à bout de l'esprit de résistance des peuples maya-quiiché. Ils ont cru que leurs spécificités sociales et culturelles disparaîtraient avec le temps et seraient au bout du compte absorbées et digérées par le système. En cela ils se sont trompés. Les situations mentionnées ont contribué à renforcer les facteurs d'identité des peuples indigènes. Leur sourde rébellion n'a fait que s'amplifier au point qu'aujourd'hui on ne peut en ignorer le pouvoir catalyseur et on est obligé d'y voir un élément décisif pour l'avenir de notre pays. » (4).

Indiens et Ladinos unis pour la première fois

L'engagement des Indiens n'est pas seulement une révolte contre la misère, il est aussi la recherche d'une réponse à la complexité ethnique et culturelle de la société guatémaltèque. Le respect de la culture indigène exige, en plus de la lutte pour un changement des structures économiques, que la vision habituelle de l'Indien soit détruite. Ces réflexions sur la « question indigène » ont fait comprendre aux chefs révolutionnaires que, sans la participation des Indiens, il n'est pas possible de changer l'ordre des choses. Ainsi que le disait Darcy Ribeiro, il y a quelques années, il fallait que les dirigeants révolutionnaires aient une pleine conscience du contexte dans lequel ils se meuvent et qu'ils soient capables de faire la synthèse des revendications sociales et ethniques.

La déclaration de José Martí selon laquelle l'Amérique n'avancera pas tant que l'Indien restera en arrière a trouvé un écho au Guatemala.

Robert PAC

(1) Bartholomé de Las Casas in *Très brève relation de la destruction des Indes*, Maspero éditeur. Collection FM/ La découverte. Chapitre : De la province ou royaume du Guatemala.
(2) Ibid.
(3) Ibid.
(4) EGP, *Manifiesto Internacional*, publié dans *El País*, 26.10.1979.

Dix mois après Mai 1981, la Journée de l'ONU contre la discrimination raciale donne l'occasion d'évaluer le chemin parcouru.

DU RACISME D'ÉTAT AU RACISME D'OPPOSITION

C'est un bilan pour le moins contrasté qu'ont dressé les responsables du MRAP, à l'occasion de la célébration de la *journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale*. La bataille de l'antiracisme et de l'amitié entre les peuples n'est pas encore gagnée, même si elle est soutenue par les plus hautes instances dirigeantes. Commentant la nouvelle politique, René Mazenod, secrétaire national, constate que « *même si elle ne nous satisfait pas complètement, si elle ne va pas assez loin* », elle prend en compte la dimension de « *tout l'homme* » et pas seulement son apport économique. Et puis, relève-t-il, les questions ne doivent pas en cacher d'autres. Ainsi, les problèmes des grévistes de la faim (Avignon, Nîmes...) ne doivent pas occulter le problème des saisonniers (quelque 150 000), pas plus que celui-ci ne peut occulter la question, différente, des clandestins et que ces derniers ne doivent occulter la situation des immigrés en situation régulière. Et cela ne devrait occulter le véritable problème, le pourquoi et les conditions de l'immigration.

Organiser un débat parlementaire

C'est pour cela que le MRAP demande un débat parlementaire global sur la question de l'immigration. Pour l'immédiat, il convient, dit-il, d'accélérer le processus de régularisation et de donner à l'administration les moyens nécessaires. Sur le plan international, la révision s'impose des accords bi-latéraux relatifs à la main-d'œuvre sur la base de l'intérêt réciproque, tout comme s'impose l'engagement avec vigueur d'une politique à l'égard du Tiers monde. Le MRAP envisage d'ailleurs un colloque sur ce sujet vers la fin de l'année. Ajoutons encore que le mouvement souhaite

voir disparaître le terme *émigré* avec toutes ces connotations marginalisantes, pour faire d'eux des coopérants ou des partenaires.

Les initiatives prises ces dernières semaines par le gouvernement ont, sans nul doute, répondu aux vœux de nombreux militants antiracistes. Qu'on en juge : un timbre dédié à la « *lutte contre le racisme* » a été émis par le ministère des PTT ; pour la première fois, le gouvernement, avec solennité, a célébré le 21 mars, la journée internationale de lutte contre le racisme ; le MRAP a, en outre, été reçu par M. Claude Cheysson, ministre des Relations extérieures, et par M. Badinter, ministre de la Justice ; enfin, le gouvernement a décidé d'organiser un semestre de lutte contre le racisme, en liaison avec les associations de défense et de solidarité avec les immigrés. Un bilan jugé « *satisfaisant et intéressant* ». Mais on se garde de tomber dans le piège de l'euphorie facile. Car, comme l'a souligné Albert Lévy, secrétaire général, si « *on ne peut plus parler de racisme d'Etat* » il reste beaucoup à faire « *pour extirper le mal qui continue d'empoisonner la société* ».

En effet, c'est au moment même où le gouvernement décide de s'engager dans la lutte contre le racisme que l'on en-

registre, au niveau de la vie quotidienne, une recrudescence de la xénophobie et une multiplication des violences raciales. Celles-ci prennent les formes habituelles : tracts provocateurs attribués à des maghrébins (1) et visant à susciter le racisme, graffiti sur les murs, envoi de lettres de menaces, discriminations à l'embauche, refus de service, agressions. On signale aussi dans plusieurs préfectures des « *bloques* », selon un doux euphémisme. De nombreuses administrations se font tirer l'oreille avant d'appliquer les circulaires gouvernementales. Même attitude du côté patronal. On ne compte plus les immigrés qui ne parviennent pas à obtenir de leurs employeurs des lettres d'embauche. « *La permanence juridique n'a jamais été autant mise à contribution, insiste-t-on au MRAP. Nos avocats reçoivent chaque semaine des dizaines de plaintes. Tous les records sont battus* ».

« *Les immigrés ne sont plus l'objet, comme sous l'ancien régime de campagnes racistes organisées en haut-lieu, déclare un militant du MRAP. Souvenez-vous des titres des journaux chaque fois que le prix de l'essence augmentait. Les Arabes étaient présentés comme les responsables de l'inflation et du chômage. Aujourd'hui, la presse évite d'enfourcher ce cheval de ba-*

taille. *L'atténuation du racisme d'Etat va de pair avec un accroissement de la violence individuelle dirigée contre les immigrés. A mon avis les deux phénomènes sont liés* ». L'inquiétude se situe aussi à un autre niveau.

Accuser les immigrés pour mieux tirer sur le gouvernement

Pour certains hommes politiques de l'opposition et de l'extrême-droite la tentation est forte d'utiliser l'arme du racisme contre le gouvernement. C'est tout le sens des campagnes qui, ici et là — et notamment à Asnières — se développent sur le thème : les immigrés sont responsables de l'insécurité qui règne dans nos cités.

Le scénario est connu : dans un premier temps, on accuse les immigrés de semer le désordre dans le quartier, on stigmatise la violence et la délinquance ; puis dans une seconde phase on reproche au gouvernement de laisser faire la « *population d'origine maghrébine* » ainsi voué aux gémonies. Coup double : on développe le racisme tout en accusant le gouvernement de mollesse.

Ces campagnes insidieuses ont abouti pour l'instant à un résultat spectaculaire. A Dreux, le candidat présenté par le Front national a obtenu au premier tour des élections cantonales 12 % des suffrages exprimés, soit presque autant que le P.C., dans un quartier comportant une importante communauté étrangère. Un résultat qui donne à réfléchir. P.I.

(1) L'un d'entre eux, une lettre supposée d'un travailleur algérien en France à « son très cher Mustapha » en Algérie, est apparu dans plusieurs régions de France. Chaque fois le MRAP a porté plainte. Il est d'autre part intervenu auprès des ministres de l'Intérieur et de la Justice pour demander une enquête globale.

On a lu ça dans...

Or, dans cet environnement de qualité, s'est développée une délinquance qui, je suis obligé de le souligner, est principalement due à la jeune population d'origine maghrébine, nombreuse dans les logements sociaux qui ont été construits.

Ces jeunes, après avoir, dans un premier temps, « *pourri* » l'ambiance du quartier, y font régner maintenant un état d'insécurité tel qu'il risque d'engendrer des réactions dangereuses.

Signé : Michel Maurice-Bokanowski
Maire d'Asnières

... « **asnières-informations** »

Le vent de la légalité souffle sur « restos » et petites « boîtes ». Les immigrés « illégaux » en voie de régularisation, gagne-petit et gros travailleurs, conduisent leur première grève.

LA CUISINE DANS LE PETRIN



A l'affiche du restaurant, le menu... des revendications.

Quel prix faut-il payer pour une pizza, un couscous ou un tarama ? Tout dépend de quelque côté du bar on se trouve. Si le client en quête d'un « resto pas cher » trouve facilement son bonheur dans les rues parisiennes, serveurs, plongeurs et cuisiniers risquent fort, quant à eux, de payer un prix plus élevé : celui de leur santé et de leur dignité.

Trop souvent illégaux, gagne-petit et gros travailleurs, les immigrés qui peuplent ces cuisines et arrières salles aux senteurs méditerranéennes sont souvent astreints à de pénibles

conditions de travail : 54 heures par semaine en moyenne, payées au noir, des logements pas toujours salubres, des loyers décomptés des salaires... le tout dans la plus parfaite illégalité.

« *Tant qu'on était clandestin, personne ne disait rien, ça arrangeait tout le monde. Au mois de septembre nous avons déposé un dossier de régularisation et demandé à notre patron des fiches de paye* », m'explique un des quatre employés tunisiens d'un restaurant grec de la rue Montmartre, en grève depuis bientôt deux mois.

Le gérant de l'établissement a le geste large, il établit contrats et bulletins de salaire. Ils sont malheureusement tous falsifiés : 35 heures de travail hebdomadaires déclarées au lieu de 54, 600 F facturés pour la visite médicale obligatoire...

Devant les protestations, ce monsieur qui gère deux autres restaurants en région parisienne, voit alors poindre à l'horizon le spectre de la légalité, des droits et des charges sociales. Il entame une guerre d'usure : les plus récalcitrants sont « mutés d'office » dans son auberge de Fontainebleau, deux heures de trans-

port, plus 5 km à pied, sans contre-partie. Les employés tunisiens du restaurant parisien feront alors ce que beaucoup d'autres n'osent pas encore : aller à l'inspection du travail puis à la CFDT.

Fermeture : l'attente d'autres clandestins

« *Vous savez il y a beaucoup de patrons dans le quartier qui se sont dépêchés de régulariser la situation en voyant ça, la pizza en face, par exemple...* ». Monsieur le gérant quant à lui s'entête. Il appelle la police, sans effet, demande des extras



A. SENNA

Serveurs, plongeurs, cuisiniers, un prix élevé.

à l'ANPE, ferme son restaurant de la rue Dauphine pour éviter les complications à venir (il y emploie trois autres Tunisiens dans les mêmes conditions). L'inspectrice du travail constate : pour lui la partie est perdue d'avance. Alors pourquoi ne pas céder ? Attitude suicidaire, amour propre, opinions politiques. Peut-être pas. « Les gérants de restaurants ne veulent pas payer les charges sociales. Lorsque naît un conflit, ils pensent toujours que les grévistes immigrés, moins bien armés, s'en iront d'eux-mêmes et que d'autres fraîchement débarqués viendront les remplacer avantageusement. Après tout, les frontières ne sont pas si étanches » explique-t-on à la CFDT. Malheureusement pour le gérant de la rue Montmartre, ses employés ont installé la télé dans la salle à manger, et sirotent tranquillement depuis deux mois leur café à l'heure où d'habitude mijotent les moussakas. Le midi, pour ne pas perdre la main et écouler les stocks, ils servent des menus à 15 ou 25 F au personnel de la CFDT. Les recettes vont alimenter un compte bloqué au syndicat.

D'autres restaurants parisiens sont actuellement occupés par des immigrés grévistes. Mais

ce n'est qu'une faible partie de l'iceberg selon la CFDT car le travail illégal est largement répandu dans la restauration. Il faudrait aller voir du côté de St Michel, de Pigalle et des Grands Boulevards...

Les régularisations, un catalyseur

Si le fait est nouveau, le secteur de la restauration n'est pas le seul à être secoué par les grèves de travailleurs immigrés.

« De plus en plus, ils prennent leurs problèmes en main et remettent en cause leurs conditions de travail » explique Okan Guinalp, responsable de la section immigration-Paris à la CGT. « Les régularisations ont joué un rôle de catalyseur, juste après les législatives. A l'heure actuelle, la lutte pour les 39 heures sans diminution de salaire contribue dans une large part à leur mobilisation ». Ainsi, dans la capitale, les grèves à forte participation d'immigrés se sont multipliées au cours des derniers mois. Dans les entreprises de nettoyage, sous-traitantes de la SNCF ou du Centre Beaubourg, dans les grands magasins Prisunic, dans des entreprises de travaux publics, elles se sont souvent soldées par des acquis



A. SENNA

La machine à coudre, le lit... on ne sort pas de l'atelier-dortoir.

substantiels. « Le cas des grandes entreprises diffère : le taux de syndicalisation est élevé et les immigrés sont généralement intégrés à un mouvement plus large. Dans les PME, les conflits sont plus durs. L'occupation des locaux est presque obligatoire, sinon patrons et sociétés disparaissent dans la nature », ajoute Okan.

Ainsi dans l'habillement, bon nombre de ces ateliers où le soleil ne rentre jamais ont été occupés par des immigrés en grève, depuis l'été dernier. Le record de durée appartient à Martine couture (Paris 3^e) : bientôt 4 mois d'occupation. Le patron a filé, la gérante reste introuvable. Certains, employés par des sociétés aux noms racoleurs — Johanna, Serrai, Etna, Etcom — ont cessé la lutte après avoir obtenu satisfaction, horaires allégés, conditions de travail locaux améliorés, salaires déclarés... D'autres prennent la relève.

Des escaliers délabrés, des fils électriques qui pendouillent, le palier jonché de mégots jamais balayés, des gravas qu'il faut enjamber : pas facile à trouver, l'atelier Alvès, 14 rue du Faubourg St Denis, 4^e étage sur cour.



A. SENNA

Différences au milieu des grévistes.

Sur la porte, on a affiché « en grève » et, à l'intérieur, poussés les machines à coudre pour installer un lit de camp. Pas de lavabo, des carreaux cassés, sommairement bouchés par des cartons scotchés. Bref, un atelier comme tant d'autres.

Des changements depuis le 10 mai

C'est là qu'il y a quinze jours, au tout début de la grève, M. José, le gérant est revenu avec ses quatre frères, pour tenter de chasser ses ouvriers grévistes à coups de barres de fer. Bilan : 5 blessés.



A. SENNA

De plus en plus, ils prennent leurs problèmes en main.

faire cinquante chemises chacun. Impossible. Mais il répondait : c'est ça ou la porte »

Et puis un jour Mustafa en a marre. Il se lève cinq minutes avant l'heure et exige d'être payé normalement. « Fous le camp », lui rétorque le gérant, qui appelle la police. Quand les gardiens de la paix arrivent, il leur demande d'embarquer Mustafa. « Impossible il n'a rien fait », lui objectent les agents.

« Alors, j'ai pensé et j'ai dit : on est pas des chiens ». Kamil va à la CGT. Le lendemain le patron barrera l'entrée de l'atelier à Kamil et Mustafa. Une nouvelle grève commence.

Rien de neuf dans tout cela, direz-vous : l'exploitation des travailleurs étrangers, les ateliers insalubres et clandestins, les violents « ras-le-bol » qui les secouent parfois, tous ces maux inhérents à l'immigration ne datent pas d'hier. Oui, mais... Le 10 mai dernier, les Français ont voté à gauche, des milliers de travailleurs clandestins ont vu leur situation légalisée malgré les freins qui ont été apportés aux procédures de régularisations.

Pour le cégétiste Okan « bien sûr, certaines choses ont changé depuis l'année dernière,

même si les inspecteurs du travail restent débordés, et les procédures aux prud'hommes

toujours aussi lentes. Mais à présent, les travailleurs immigrés se sentent reconnus ils ont moins peur et ils ont acquis des droits. L'attitude des pouvoirs publics s'est assouplie, les arrêts d'expulsion des grévistes ne sont plus appliqués avec autant de rigueur et des jurisprudences se créées ainsi. »

Pourtant, à l'atelier Alvès, les opinions divergent sur ce point. Kamil est d'accord : la police serait certainement intervenue sous l'ancien gouvernement. Un jeune turc, venu soutenir ses compatriotes en grève, t-shirt disco et blouson de cuir gris perle, tranche :

« Non, c'est pareil. Je parle français comme toi, mais quand un flic m'arrête dans la rue, il me demande tout de suite ma carte de séjour. Je lui dis : pourquoi pas ma carte d'identité ? Je pourrais être français, non ? » Leurs camarades eux, ne savent pas, car c'est leur première grève depuis qu'ils sont en France.

Véronique MORTAIGNE

**Vous qui êtes contre toutes les oppressions
Vous qui êtes pour la reconnaissance de toutes les différences
ABONNEZ-VOUS à**



**Le mensuel féminin syndical qui revendique
Le Droit au travail
Le Droit à l'égalité
Le Droit à l'identité
pour toutes les femmes**

Bulletin d'abonnement
1 an 80 F 18 mois 130 F
Nom Prénom
Adresse
Code postal Ville
à partir du mois de
Fédération professionnelle
A adresser accompagné du montant de l'abonnement à ANTOINETTE, 50, rue Edouard-Pailleron, 75019 Paris - Chèque bancaire - C.C.P. 8796.58 F Paris, ordre Antoinette.

Dans un environnement pour le moins délicat, où plusieurs communautés vivent côte à côte, où l'extrême droite et les nostalgiques de l'Algérie française sont actifs, une poignée de provocateurs, sous le moindre prétexte, peut créer l'incident.

MONTPELLIER : DU SLOGAN AU COCKTAIL MOLOTOV



Le lendemain de l'attentat...

Contemplant du Peyrou ce pays d'oc qu'il chérissait, Frédéric Mistral se sentait inspiré et y travaillait tant à la renommée du Félibrige qu'à celle de Montpellier. Une plaque est apposée face au Palais de Justice pour le rappeler à notre souvenir. Sacrilège d'une vie consacrée au plaisir des mots, fleurit pas très loin de là sur d'autres murs une « littérature » qui n'évoque en rien le poète, mais qui n'en est pas moins percutante. « Arabes dehors » et autres slogans du même acabit en sont les fleurons. Un peu plus loin encore, en s'appropriant cette fois cette forme de culture populaire que fut et demeure l'affichage, des colleurs du Front National ont badiogéonné des façades d'un de leurs leitmotiv favoris : « 20 000 immigrés, 18 000 chômeurs dans notre ville, qu'en pensez-vous ? ».

Rien de très original, malheureusement, qui pourrait distinguer Montpellier parmi d'autres villes si ce n'est que cette nouvelle vague de collages et de bombages inquiète. D'autant que les ambitions « littéraires » ne s'arrêtent pas là et que les besogneux de l'inspiration raciste ont voulu prouver qu'ils pouvaient faire mieux. Ils ont distribué en abondance dans les boîtes à lettres voilà quelques temps, un tract intitulé *Les Zimmigrés*, fac-similé d'une lettre signée d'un supposé Mustapha Abdelkader, où l'ignominie y dispute la première place à l'insulte. Certes le trait est grossier, la supercherie évidente, et l'effet s'en trouve amoindri. A voir. C'est supposer en effet que le discours doit être élaboré pour pénétrer des esprits qui ne demandent souvent qu'à l'être. « Mon très cher Mustapha... Avec la grâce d'Allah tout puissant, nous sommes devenus les maîtres et seigneurs de

la France. Je me demande pourquoi tu hésites à venir nous rejoindre !... Tu mettras tes femmes au travail pas longtemps, juste le temps qu'il faut pour pouvoir toucher les allocations de chômage et elles iront pointer... Ne t'inquiète surtout d'être malade avec la nourriture des Français (ils mangent du porc) car il y a la Moutouelle. Tu travailles six mois, puis tu es malade, et tu touches de la Moutouelle et avec les allocations familiales de tes gosses, tu peux très bien vivre et pour rester en forme tu vas travailler au noir. » C'est de cette prose qu'il s'agit.

Hommage à Bastien-Thiry

M. Rocheblave, un des responsables de l'A.S.T.M. (1) ne prend pas à la légère ce genre de manifestation raciste. Pour deux raisons principalement. La première est qu'un grand

nombre de personnes ont été ainsi touchées, et certaines pu être abusées, facteurs qu'il convient de ne pas négliger. La seconde, que cette large distribution, par les contraintes qu'elle exigeait, démontre que les activités du racisme se sentent suffisamment assurées pour s'y livrer sans plus de précautions ni de risques. Certes les groupes d'extrême-droite n'ont jamais craint de s'afficher publiquement à Montpellier.

François Favier du comité local du MRAP se rappelle cette époque proche où, étudiant, il subissait la loi du coup de poing et de la barre de fer de la part d'étudiants des Facultés de Droit et de Médecine, leurs principaux foyers de recrutement. Il y a trois ans, ils s'opposaient à la projection dans un grand cinéma du centre-ville du film *La Bataille d'Alger*. Récemment, et il convient d'apprécier dans ce cas le de-

gré de provocation, une délégation du Front national et du Souvenir Algérie française, déposait une gerbe aux Monuments aux Morts à la mémoire de Bastien-Thiry, un des protagonistes de l'attentat du Petit-Clamart contre le général de Gaulle.

Aussi quand on sait que l'extrême-droite préfère encore à la saveur des mots l'odeur de la poudre, comment s'étonner des deux récents attentats, l'un contre la mosquée de la ville, l'autre contre un bar fréquenté par des maghrébins, attentats tous deux revendiqués par un commando *Charles Martel*.

La physionomie particulière de Montpellier au plan de sa démographie peut éclairer en partie ces agissements. Plusieurs communautés côte à côte ont le triste privilège de se voir désignées comme victimes potentielles et privilégiées d'attaques racistes. Les plus de 20 000 travailleurs immigrés et leurs familles qui représentent près de 11 % de la population totale, mais aussi la part importante de franco-musulmans sur les 45 000 rapatriés qu'accueillit la ville au soir de la guerre d'Algérie, sans omettre une population gitane largement sédentarisée.

Groupes qui se partagent le lot quotidien de provocations alors que dans le même temps le problème du logement se pose de façon cruciale. Que ce soit dans la vieille ville où Gitans et travailleurs immigrés se répartissent dans des logements vétustes et trop souvent insalubres, dans le quartier du Plan Cabannes où les immigrés se réunissent tous les dimanches matin, ou à La Paillade, cette Z.U.P. de la banlieue coupée du reste de la ville et éloignée du centre de plusieurs kilomètres.

Dans cette dernière, l'exemple de la cité Phobos, où cohabitent 70 % de travailleurs immigrés et 30% de Gitans, est édifiant. Le qualificatif de cité est sans aucun doute usurpé et mieux vaut parler de bidonville. Les bâtiments n'y ont pas supporté le poids des ans (tout relatif quand on songe que les constructions remontent à guère plus d'une dizaine d'années.) Les associations de locataires ont dû mener un long combat pour que soient réparées des toitures dont l'état de

détérioration avait transformé certains appartements en véritables piscines. On frise ici l'irresponsabilité totale en y faisant se côtoyer dans ces conditions deux communautés déjà défavorisées et au mode de vie totalement opposé.

Cette ensemble n'est bien sûr pas adapté à celui des gitans qui poursuivent dans la plupart des cas leur activité de récupérateurs de métaux, pas plus qu'il ne l'est pour les familles des travailleurs immigrés. Le projet de la municipalité de construire entre La Paillade et Montpellier-centre une cité de type nouveau, en arc de cercle, conçue pour répondre aux besoins spécifiques des gitans, contribuera à vider le dossier Phobos de son contenu explosif. En parallèle il conviendra de reloger dans des appartements dignes de ce nom les travailleurs immigrés, et, pourquoi pas, raser alors Phobos qui ne se justifie déjà plus.



Depuis septembre 1979, l'érection de la mosquée est en suspens.

Si le souci de la municipalité d'union de la gauche d'aborder enfin sérieusement le dossier logement est réel, la vigilance des habitants doit demeurer. Ils doivent être les premiers bénéficiaires d'une amélioration de la situation. Ainsi la rénovation du vieux centre-ville sous l'égide de l'A.R.I.M. (2) et malgré les assurances données, ne doit pas conduire à l'éviction de ce quartier des précédents locataires, éloignés le temps des travaux de leurs appartements.

La mosquée prêtée par l'évêché

En clair, une extrême-droite de traditions qui s'est trouvée renforcée en 1962 d'une poignée de nostalgiques de l'Algérie française, une population importante de travailleurs immigrés mal acceptés, une population franco-musulmane

qui n'estime pas, à juste titre, retirer de la citoyenneté française le dû légitime et qui est l'objet de sollicitations opposées et pas toujours désintéressées de la part de divers groupes, une population gitane marginalisée : une poignée de provocateurs peut dès lors saisir le moindre prétexte pour qu'éclate l'incident.

Le dossier de la mosquée est exemplaire à cet égard. Chaque semaine les musulmans, toutes nationalités confondues, s'y réunissent en grand nombre pour prier. Depuis longtemps le local mis à la disposition par l'évêché ne suffit plus à accueillir les fidèles. La municipalité par une lettre du 25 septembre 1979 a proposé un terrain pour l'érection d'une nouvelle mosquée. Depuis, l'affaire est en suspens et on saisit mal le pourquoi des tergiversations entre une municipalité qui, invoquant des dissensions au sein de la communauté musulmane, préfère temporiser, et l'imam de la

manifestation un cocktail Molotov est lancé contre la porte de la mosquée faisant de sérieux dégâts. Pour appuyer la démonstration, les mêmes, et on peut le supposer puisqu'à chaque fois un commando *Charles Martel* a revendiqué la paternité des actes, les mêmes donc ou leurs comparses, mitraillent dans la nuit du 23 au 24 février la vitrine du bar *Le Pont de Lattes*. C'est un miracle qu'il n'y ait pas de victimes.

C'est la première fois que le groupe *Charles Martel* qui s'était fait connaître dans d'autres villes, sévit sur Montpellier. Il est vrai que cette paternité n'est pas sans susciter des doutes chez quelques-uns, l'imam lui-même, qui soulignant par exemple les rivalités entre étudiants iraniens pro et anti-khomeynistes, invite à chercher dans cette direction. On imagine mal toutefois ces derniers s'en prendre à une mosquée ou risquer la vie de leurs coreligionnaires. Doutes que la police, avare de tout commentaire, contribue à alimenter par les lenteurs de l'enquête alors que le milieu local d'extrême-droite, si cette piste doit être retenue, est bien connu de beaucoup et qu'on voit mal comment il pourrait en être différemment s'agissant des policiers dont c'est la tâche de surveiller ses agissements.

Cette remontée de la violence qui fait suite à d'autres violences commises durant la période de régularisation des sans-papiers, mobilise tous les antiracistes et c'est une délégation composée du MRAP, de l'U.L.C.F.D.T., de l'U.D. CGT et de l'ASTM, qui a été reçue le 3 mars par un représentant du préfet de l'Hérault pour lui demander « de faire toute la lumière sur l'attentat de la mosquée, la fusillade du bar *Le Pont de Lattes*, les bombes racistes et de mettre en œuvre tous les moyens à sa disposition pour que cessent de tels agissements. » (3).

Dominique DUJARDIN

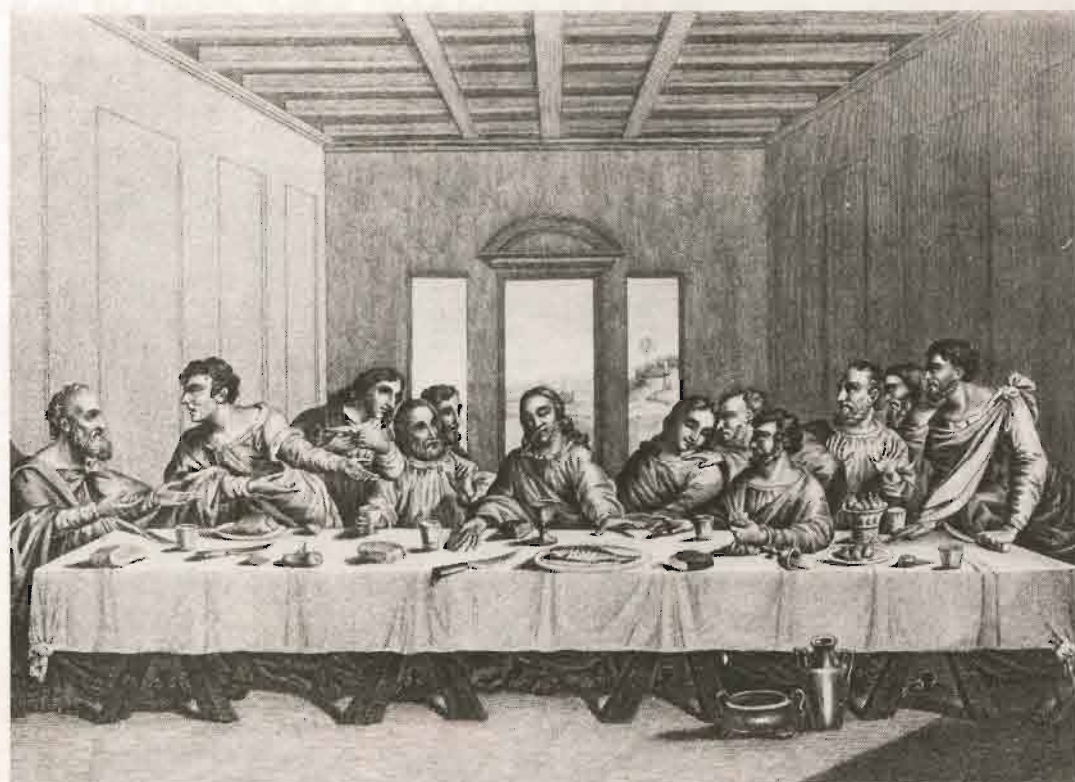
(1) Association de soutien aux travailleurs migrants. Très active sur Montpellier. Formation linguistique. Action socio-éducative. Animation socio-culturelle.

(2) Association pour la rénovation immobilière du vieux Montpellier. Contrôlée par la municipalité.

(3) Extrait du communiqué conjoint des 4 organisations.

Le sacrifice de l'agneau a sauvé les Hébreux et ils sont partis vers la Terre promise. La Pâque est aujourd'hui fêtée par les juifs, les catholiques, les protestants, les orthodoxes.

DE PAQUE A PAQUES



De l'Égypte à la Palestine (La Cène) et

La vengeance de Dieu s'abat sur l'Égypte. En une nuit, tous les premiers nés meurent subitement. Mais dans des maisons aux portes marquées de sang d'agneau, les esclaves hébreux prennent, debout, la ceinture autour des reins, un repas de pain sans levain, d'herbes amères et de viande de mouton. Effrayé par les conséquences de son obstination, le Pharaon se soumet enfin à la volonté divine proclamée par Moïse. Il laisse aller le peuple élu vers son destin. Le jour même, sous la conduite de Moïse, il quitte la terre de servitude pour la Terre promise. La Bible raconte ainsi la première Pâque (*Exode, ch. 12*).

L'origine du mot — l'hébreu *pes-sah* — est discutée. La tradition chrétienne lui donne le sens de passage mais il semble qu'il signifie plutôt « *Il a sauté* » les maisons des Hébreux. Rappelant ce jour libérateur, la Pâque devient la

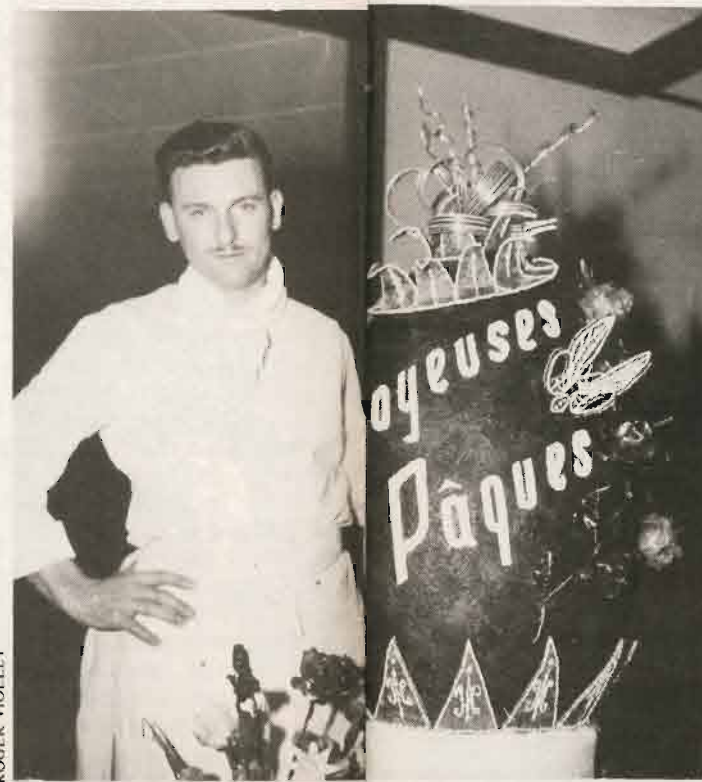
principale fête commémorative de la religion juive célébrée durant une semaine. On l'inaugure par deux Seder, le mercredi soir et le jeudi soir, le Seder étant la reproduction liturgique du repas pris la nuit du départ des Hébreux pour la Terre promise. Mais durant toute la semaine de Pâque, on ne mange que du pain sans levain.

Pâques — au pluriel — est également la première des fêtes chrétiennes. On y célèbre le centre du dogme chrétien, le « passage » de Jésus de la mort à la vie, la résurrection. Les références à l'histoire biblique ne manquent pas. Lors du Seder de pâque, Jésus, juif pratiquant, institue la « messe », la veille même de la crucifixion, et il évoque son sacrifice en prenant le pain sans levain — pain azyme — et une coupe de vin qu'il offre à ses apôtres en disant : « *Ceci est mon corps, ceci est mon sang* ».

Lorsque Jésus est présenté par la tradition chrétienne comme l'agneau de Dieu, c'est par référence à l'agneau pascal dont le sacrifice sauve les Hébreux de l'extermination.

Le lendemain de ce Seder, Jésus, arrêté, jugé et crucifié, meurt sur la croix, le Vendredi-Saint, jour de jeûne et de pénitence pour les chrétiens. Ce jour-là la célébration de la messe n'aurait aucun sens. L'Eucharistie étant signe de Résurrection, on ne la fait pas jusqu'à la nuit de Pâques. Les églises sont dépouillées, le tabernacle où l'on place les hosties consacrées vidé, laissé symboliquement ouvert.

Mais la nuit et le jour de Pâques, on célèbre la Résurrection. L'évangile affirme en effet que, dans la nuit qui suit le sabbat de la Pâque juive, Jésus sort du tombeau où il a été placé. Symbole du salut des hommes par le sacrifice libérateur de Jésus, cette résurrec-



... à la confiserie du coin.

tion est le cœur de la religion chrétienne, le jour J de l'humanité nouvelle. De là vient la tradition du dimanche, le jour du Seigneur, qui remplace le sabbat, le septième jour de la création dans la tradition biblique. Désormais, le premier jour des temps nouveaux devient le jour consacré à Dieu.

Une date fixe, commune ?

La date de Pâques est l'objet de bien des controverses. Catholiques et Protestants la fixent au premier dimanche après le 14^e jour de la lune de printemps, l'équinoxe étant supposée fixe au 21 mars. Cette méthode fait louvoyer la fête de Pâques entre le 22 mars et le 25 avril (dimanche 11 avril en 1982). La Pâque juive est célébrée généralement au même moment que les Pâques catholiques et protestantes. Entre le mercredi 7 avril au soir et le jeudi 15 cette année. Mais les choses se compliquent

avec les Orthodoxes, chrétiens de rites orientaux qui ne reconnaissent pas la suprématie du Pape sur les autres évêques. En effet, les Orthodoxes n'ont jamais adopté le calendrier Grégorien, mis en place par le Pape Grégoire 1^{er}, au VI^e siècle et qui est désormais reconnu comme le calendrier international. Ils continuent de se référer au calendrier Julien promulgué par Jules César et modifié par l'empereur

Pour renouer avec une tradition, une culture, des Juifs retournent à l'école.

LE YIDDISH

Vous avez dit yiddish ? Presse, journaux en yiddish, littérature ou théâtre yiddish, humour yiddish : ce sont là des expressions que l'on rencontre parfois, mais au juste qu'est-ce que le yiddish ? Les communautés juives dispersées ont toujours considéré l'hébreu comme la langue du sacré, du rituel, de la prière. Aussi, dans leur pays d'accueil, créèrent-elles ce que les savants appellent un langage vernaculaire, un parler pour le quotidien, le profane, ayant pour base la langue locale à laquelle on ajoutait des hébraïsmes. Comme chacun sait, il y a toujours des mots, des expressions absolument intraduisibles. Au plan de l'écriture, les caractères de l'alphabet hébreu s'imposèrent naturellement pour différentes raisons, la sécurité n'en étant pas la dernière. Ces écrits pouvaient tomber sous des yeux indiscrets et « non juifs » sans livrer leur contenu.

Langue morte ou vivante

Ainsi naquirent le judéo-grec, le judéo-espagnol (ou djoudezmo). Ainsi naquit vers le X^e siècle, outre-Rhin, le yiddish, composé pour sa majeure partie de parlars haut-allemands truffés d'hébraïsmes et où vinrent s'incruster des éléments d'origine slave et latine. Vers le XVII^e siècle, l'éclosion d'une véritable pléiade d'écrivains, souvent traduits en bon nombre de langues, donna au yiddish ses lettres de noblesse. Parmi les plus connus on peut citer J.L. Peretz, Shalom Aleichem (l'auteur du *violon sur le toit*) et, plus proche de nous, Issac Bashevis Singer qui reçut en 1978 le Prix Nobel de littérature pour son œuvre en langue yiddish. Il y eut même des universités yiddish, comme à Lodz, en Pologne. Pourtant, il ne faut pas perdre de vue que c'était la langue qui emplissait les rues des ghettos, c'était la musique des villages juifs qu'a pu peindre Chagall, une langue populaire par excellence avec ses chansons, ses dictons, son théâtre. Sait-on qu'à Paris paraissent

encore deux journaux en yiddish ? Dans les colonnes d'un récent numéro de *Différences* (1) on pouvait apprendre qu'une association reprenait ses cours en yiddish pour l'année 81/82. Car aujourd'hui encore, cette langue continue à s'étudier, à s'enseigner. Un de ses professeurs a constaté que chaque événement à caractère traumatisant pour la communauté juive (guerres israélo-arabes, attentats antisémites tel celui de la rue Copernic...) amène ou ramène à l'étude du yiddish des élèves de toutes conditions, d'âges très différents, d'origines sociales les plus diverses, totalement athées ou fervents pratiquants.

Affirmer son identité

Quand on les interroge sur leur démarche, beaucoup parlent de leurs grands-parents, mais pas du tout pour un quelconque culte morbide du passé, encore moins pour sacrifier à une mode rétro. Ils disent que par delà le génocide, par delà les six millions de Juifs exterminés au cours de la seconde guerre mondiale, il existait une vie qui n'était pas uniquement faite de persécutions, de brimades, de pogroms. Il y avait une vraie vie, une tradition, une culture qu'ils veulent retrouver, malgré les chaînons disparus. Ils recherchent le terreau de leurs racines profondes, car sachant mieux d'où l'on vient, on va mieux où l'on va. Par l'étude du yiddish, ils affirment leur identité, leur judéité par delà la religion. Certains évoquent les auteurs à l'humour corrosif et savoureux qu'ils désirent découvrir dans le texte, d'autres s'attachent à la poésie, à la chanson ou au théâtre. Presque tous veulent retrouver le plaisir de rouler les mots dans leur bouche comme le torrent roule ses galets. Ils parlent des peuples

aujourd'hui oubliés qui avaient renoncé à leurs traces, à leur culture. Pour cela, disent-ils, il ne faut pas que le yiddish meure, qu'il devienne un département de plus dans les universités d'archéologie.

Une quête de soi

L'apprentissage de la langue demande un important travail personnel, surtout quand on a une vie professionnelle ou familiale déjà bien remplie. Apprendre le yiddish n'a aucun but utilitaire. Pourtant, la tâche leur semble légère car elle leur permet une quête de soi. Les difficultés pratiques ne manquent pas : il n'existe pas de manuel rédigé en français, ni encore de dictionnaire français-yiddish. L'organisation des cours repose sur le bénévolat de quelques amoureux de la langue, qui bien souvent enseignent dans des conditions impossibles. Bien sûr, il existe des cours universitaires à Clichy, à Paris VIII ou encore à l'Institut des Langues Orientales, mais iriez-vous à l'Université pour commencer l'apprentissage d'une langue, pour tenter de retrouver les traces de la vie de tous les jours ? Il est vrai qu'après deux ou trois ans de ces cours du soir, certains élèves éprouvent le désir d'aller plus loin, d'approfondir davantage et entament des cycles d'études universitaires. Ainsi sont-ils quelques dizaines, en dehors d'un petit nombre de Juifs ultra religieux, à vouloir prolonger le yiddish. C'est de leur dévouement, de leur détermination et de leur acharnement que dépendra la réponse à la question : le yiddish, langue morte ou langue vivante ?

Alain RAUCHVARGER

(1) *Différences* n° 4.

STEFANY

prêt à porter féminin

193, Faubourg Poissonnière, 75009 PARIS

Tél. : 526.34.64

Métro : Barbès-Rochouart

Aïsha, avec son corps « tordu », refuse d'être un adjectif privé de sujet et d'attribut. Elle s'interroge : qu'est-ce qu'être femme (ou homme) handicapée aujourd'hui ?

« JE VIS DE QUALITE »

« Bonjour ma fille, que veux-tu, que puis-je pour toi ? - Me permettrez-vous de vous dire vous ? J'ai besoin de quelques renseignements concernant la contraception. - Ah... Hum... Certainement, je vous écoute... Madame, Mademoiselle ? »

Ce sketch se déroulait il y a quelques années dans un centre de planning familial que j'étais allée consulter, assise dans mon fauteuil roulant (1).

Cette attitude familière, paternaliste et méprisante, nous pouvons la rencontrer quotidiennement pratiquée à l'encontre des femmes handicapées, mais aussi immigrées. « Fatima, tu n'oublies pas de prendre ta pilule chaque soir. Tu reviens me voir dans trois mois, Tu vas t'inscrire en bas à l'accueil... »

Ce « tu », ce « ma fille » pourraient pour certains apparaître comme un signe d'amitié. Il n'en est rien. Dans ce pays, le « tu », le « vous » ont un rôle culturel et social représentatif d'un mode de pensée et de respect des hiérarchies ou des individus hors de leur cercle affectif et familial. Dès lors, nous devons constater qu'il s'agit d'une mise en état d'infériorité de la personne différente des normes requises.

Femme, vie sexuelle, affective et handicap

Pour éviter un discours fastidieux, je m'en tiendrai à mon vécu personnel. Je suis paraplégique depuis plus de quinze ans, atteinte d'une maladie évolutive. Encore « valide » je me suis mariée.

Le mal prit de l'extension. Que devint ma vie de femme ? Ma vie sexuelle, affective, professionnelle ? Pour le regard des autres, pour la société, je n'étais plus femme. Je ne devais plus engendrer ni éprouver de plaisir sexuel. Finis les rôles bien définis par la norme. J'étais, et le serais encore si je n'étais pas combattante, un objet asexué, un adjectif privé de sujet et d'attribut !

Les hommes handicapés vivent la même frustration, mais leur réponse est différente. Ils font dans le sport, ou l'hypersexualité. Les femmes handicapées, elles, se résignent (comme il se doit), se réfugient dans la foi religieuse ou les romans « à l'eau de rose ».

Comme tout le monde, mon amant et mari s'est « lassé », a été chercher satis-

faction auprès de « vraies femmes ». N'y avait-il pas moyen de réapprendre nos corps, de réévaluer la tendresse, de découvrir de nouvelles caresses, de nouvelles positions ? Certainement. Mais c'est sans compter avec « l'image » de l'homme viril, avec « l'image » de la femme femme, désirable, « l'image » du couple modèle.

Un homme perçu par son entourage (voisins et milieu professionnel) comme infirmier, garde-malade, c'est un homme vu et jugé impuissant-pitoyable. « Avec une « donzelle » comme ça, il ne doit pas être à la fête tous les jours... »

Les divorces entre homme valide et femme handicapée sont nombreux. L'inverse est plus rare et forme même un couple solide. Pourquoi ? L'image de la femme, méritante, dévouée est encore très répandue, valorisée. Cette femme, épouse d'un handicapé, sera à la fois plainte et honorée, mais gare à elle si elle ose mener, afficher une double vie !

Depuis six ans, nous sommes séparés. Je n'ai plus jamais « fait l'amour » avec un homme. Dans la rue, je ne suis plus « draguée ». Ce pourrait être une victoire de n'être plus un « gibier », non, c'est une défaite individuelle, sanctionnée par le regard du mpéris.

Par contre, j'ai appris la tendresse, auprès de quelques femmes. Mais réellement, pour être honnête, nul n'a envie de ce corps, vu uniquement comme « tordu », de le caresser, de l'aimer même un jour, un instant... Pour les copains, les copines, je suis soit la confidente de leur propre détresse sexuelle et affective, soit la militante syndicale, politique.

Mon corps vivant, sensible, créateur n'existe plus, au profit de la tête pensante « chercheuse » comme le disent certains(nes). J'ai de la chance néanmoins que ma pensée soit acceptée... peut-être parce que la différence de pensée est plus acceptable, moins « dangereuse » pour soi que l'apparence d'un corps ? On peut abandonner des idées, mais un corps...

Femme, mère et handicap

Etre femme encore aujourd'hui, c'est savoir/pouvoir faire le ménage et des enfants. J'ai une fille qui a aujourd'hui 13 ans. Je vous livre à méditer certaines expressions entendues :



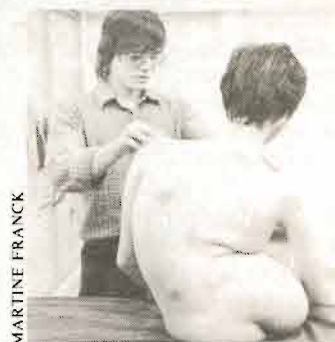
« Je ne suis pas mal, et vous ? »

« Pauvre enfant, avoir une mère comme ça ! Mais qui s'en occupe ? C'est ta maman ? Tu l'aimes ? Tu t'en occupes bien ? Elle te donne à manger ? Comment avez-vous fait pour avoir une si belle enfant, et si gentille, polie ? Pauvre petite, quelle jeunesse, elle sera traumatisée, si ce n'est pas déjà fait ! Des femmes comme ça on devrait les stériliser ! Vous avez accouché normalement, c'est pas possible ! »

En effet, sortir avec ma fille est pour



Tout à fait opposé à l'idée que se font les gens.



Vivre avec un corps disgracieux.



Sortir est souvent un véritable calvaire.

ciste ! Nous avons des rapports de qualité que je souhaiterais rencontrer dans de nombreuses familles étiquetées « normales ».

Enfin, être « mère » suppose un corps sexué, reproductif. Ceci est tout à fait opposé à l'idée que se font les gens sur les personnes handicapées. Même le corps médical s'inscrit dans ces schémas ! Souffrant d'un fibrome anodin, ne me suis-je pas vue proposer l'ablation de l'utérus, vu que « dans mon état, il ne me servirait à rien » !

Je vis en milieu ordinaire, mais que dire alors des handicapés vivant en foyer d'hébergement ? Asexués, ils vivent en mixité, tant les responsables sont persuadés de leur incapacité sexuelle. Néanmoins, dans certains centres recevant des handicapées mentales, des précautions sont prises, par exemple on distribue la « pilule » sans explication, en même temps que Valium et Tranxène !

Enfin pour terminer, je voudrais rappeler que les mouvements féministes dans leur ensemble se désintéressent totalement des problèmes que rencontrent les femmes handicapées. A ce niveau, l'ex-

clusion, le refus de la différence jouent pleinement la carte du « normal » !

Femme, vie professionnelle et handicap

Pour reprendre un slogan bien connu, je dirai « dernières embauchées - premières licenciées », mais j'ajouterai qu'une femme handicapée met en moyenne neuf ans pour trouver un emploi et que la loi d'orientation en matière d'emploi des handicapés a rendu encore plus difficile l'embauche de ces femmes.

Encore plus sous-qualifiées que les femmes dites valides, elles se retrouvent

BANKALEMENT VOTRE

LE NUMERO : 12 F
ABONNEMENT 1 AN : 60 F

36, rue des Haies
75020 PARIS

dans la même situation que les femmes immigrées : sous-qualifiées, sans formation, sous-payées et souvent chômeuses à vie. Une femme handicapée obtient plus facilement une mise en invalidité que l'homme, et ce pour un même handicap !

Dans l'entreprise le statut de femme handicapée est dévalorisant. Ne pouvant que difficilement jouer la carte de la « féminité jusqu'au bout des ongles », elle se retrouve très souvent reléguée dans un coin, par le patron mais aussi par les collègues, qui ne voient en elle qu'un corps disgracieux, qu'un objet de peur. En vous promenant dans les bureaux des services ouverts au public, vous rencontrerez plus souvent des hommes « ban-

cal » aux guichets ou à des postes élevés. La femme servant souvent « d'appât publicitaire » (hôtesses, par exemple) on comprend la résistance des employeurs. Sur le plan syndical, l'imagerie du « féminin », hélas fonctionne encore très bien. Dès lors, il n'est pas difficile d'admettre que les femmes handicapées se retrouvent tout en bas de l'échelle des responsabilités.

En règle générale, les personnes handicapées pour être tolérées dans le monde des « valides » doivent franchir quotidiennement les frontières de l'exploit ! Alors ? Qu'est-ce que je vis ? Je ne vis pas mal, et vous ? J'écris, j'écris énormément. Certains diront que je compense ! Je combat pour l'insertion des personnes


handicapées parmi vous, pour mon indépendance de femme, de citoyenne, de personne différente.

L'assistanat, le paternalisme, la charité sont comme le colonialisme, une domination ! Certains diront que je compense... Je leur souhaite de compenser ainsi, pour la liberté, pour la tendresse à redécouvrir, l'amour à recréer, pour l'humanité s'acceptant multiple. Je vis en fait de qualité. Il ne manque souvent que vous à ce rendez-vous.

AISHA

(1) Aïsha l'auteur du livre *Décharge publique - les emmurés de l'assistance* aux Editions Maspéro et journaliste au journal *Bankalement-Vôtre*.

TOUS LES VENDREDIS CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



5 F

PARIS Villages

PARIS ET ILE-DE-FRANCE

COLLECTIONS
ABONNEMENTS
1 an - 250 F

86, rue Molière - 93100 Montreuil

LE JOURNAL DES PARIS POSSIBLES

FABRIQUE D'IMPERMÉABLES

SPORTSWEAR

IMPER-EPEL

S.A. au capital de 100.000 f. FRANCE

10, RUE DES FILLES DU CALVAIRE
75003 PARIS

607.39.33
887.24.06



Snootie

Snootie 327 rue saint-martin 75003 paris / tél. 277 55 55



MOLITER

DANIEL HECHTER PARIS

30, rue des Jeuneurs - Tél. 236.91.25 - 233.53.14




garo

MANUFACTURE DE VÊTEMENTS EN MOUTON RETOURNE
S.A.R.L. au Capital de 300 000 Francs

339, RUE SAINT-MARTIN
75003 PARIS

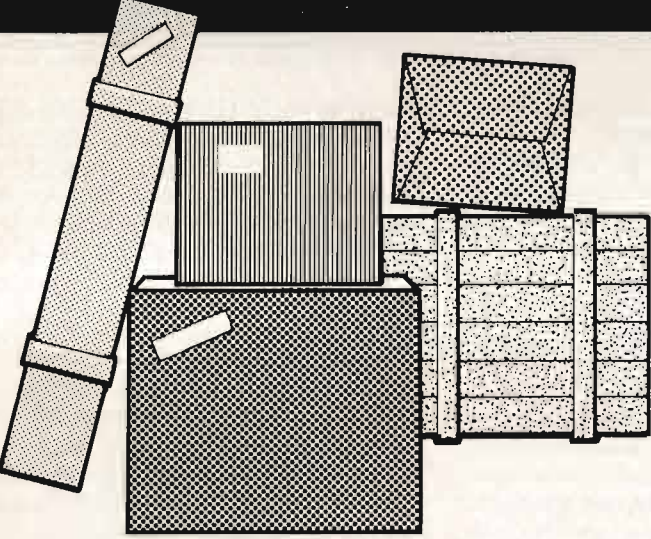
Tél. : 278.06.02

Le bien-consommer, c'est à La Redoute.



La Redoute

TOUS LES SERVICES SUR MESURE DU SERNAM



Le "sur mesure", c'est d'abord une gamme complète de services à délai garanti pour :

- la **MESSAGERIE** vers les 36 000 communes de France dans un délai maximum de 5 jours.
- le **SPÉCIAL EXPRESS** avec livraison à domicile dans un délai de 24 heures sur les relations les plus importantes.
- le **DIRECT EXPRESS** en quelques heures grâce aux trains rapides de voyageurs, TGV compris.

Le "sur mesure", c'est aussi : la **messagerie industrielle, l'entreposage, l'affrètement routier, les transferts industriels.**

Le "sur mesure", c'est enfin les **transports internationaux** sous toutes les formes, de l'express aux lots de plusieurs tonnes.

116 bis, rue de Saussure - 75840 Paris Cedex 17

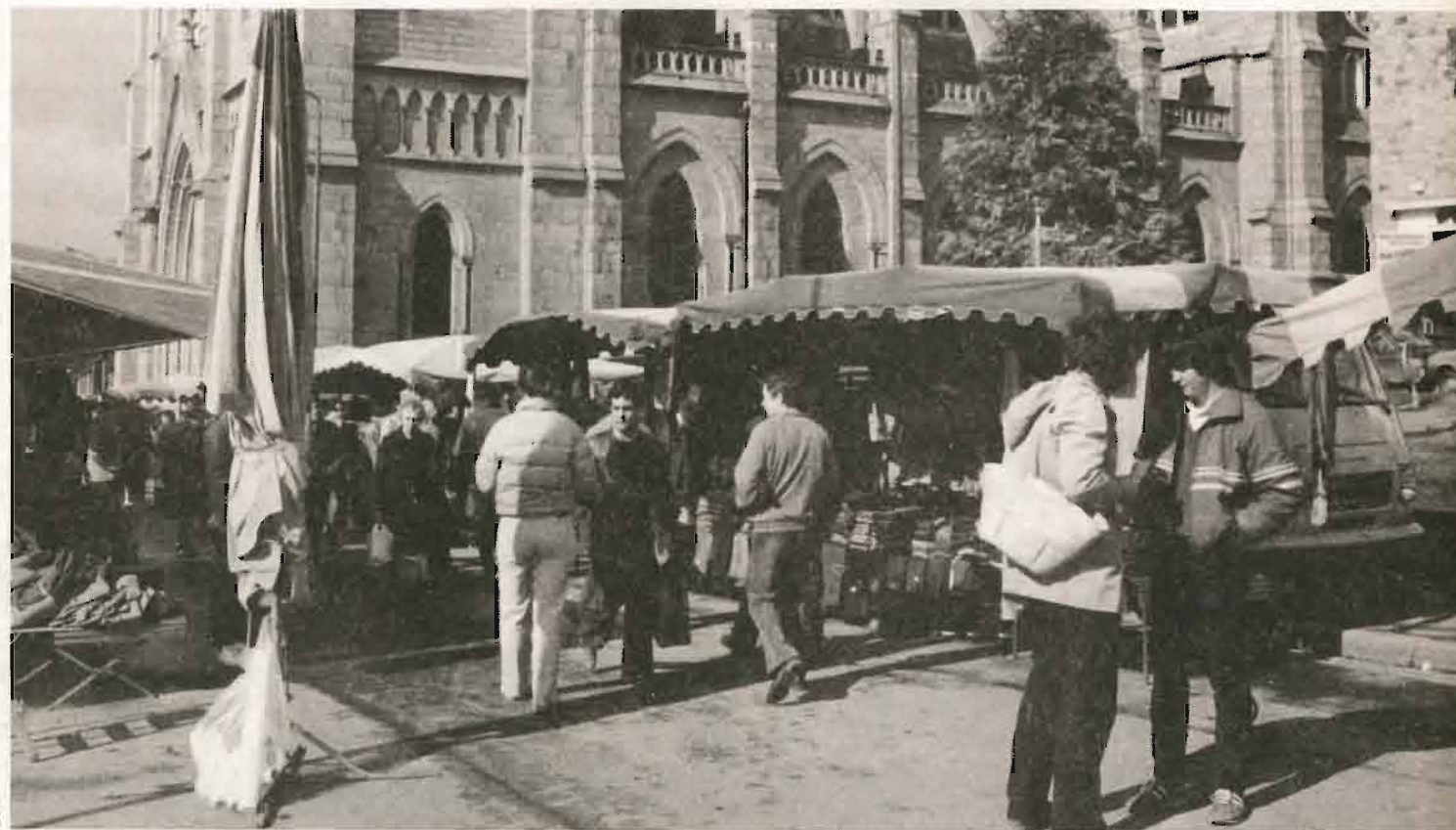
☎ **766.52.74**

SERNAM

service national des messageries de la SNCF

La « deuxième génération » des Français-Musulmans, moins résignée que les parents, plus sensible à l'environnement, s'interroge et cherche une identité.

ÊTRE ARABE A FLERS



Flers, dans quelques jours ce sera le printemps.

A peine sorti de la voiture, les quelques pas faits sur le pavé mouillé donnent un bref aperçu de la température ambiante. Regards alentour, fugitifs. Il pleut sur Flers-de-l'Orme. Dans quelques jours ce sera le printemps.

L'air est humide. Les mêmes causes n'ont pas nécessairement les mêmes effets pour tout le monde. Ainsi, ces Flériens d'adoption que sont les musulmans rapatriés d'Algérie peu après l'indépendance, n'apprécient pas, on peut l'imaginer, de la même manière que les autochtones les vertus météorologiques du pays, le « Bocage normand » selon les dépliants du Syndicat d'initiative.

Sur la route, venant d'Alençon, nous avons rencontré la neige. Norbert Haddad, membre du comité local du MRAP m'a rassuré : « Elle ne tiendra pas mais au moins, tu auras une petite idée de ce qu'on peut parfois ressentir ici, quand on est né de l'autre côté de la Méditerranée... »

Etant lui-même originaire de Tunisie, il sait de quoi il parle. La ville a l'air paisible en cette fin de matinée. Elle fut pourtant, l'automne dernier, le théâtre d'un drame du racisme, digne des scénarios les plus violents (ou les plus mauvais) de la B.D.

Scène de chasse au faciès

Qui pourrait croire, en ce moment, que dans la nuit du 21 au 22 novembre 1981 on a ici, purement et simplement « cassé de l'arabe » comme on dit vulgairement. Le samedi précédent, trois jeunes de la communauté des originaires d'Algérie, s'étaient vu refuser l'entrée du « Mille-Pattes » — discothèque située au centre de la ville, attraction de la jeunesse locale les week-ends.

Fait habituel — dit-on ici — pour les jeunes maghrébins; le « Mille-Pattes » paraît sélectionner sa clientèle, à la cou-

leur de la peau. Les choses auraient pu en rester là. Mais deux des « videurs » de la boîte, recrutés dans une société de gardiennage à Caen pourchassèrent les trois jeunes gens en attrapèrent un et le passèrent à tabac. La police prévenue, n'intervint pas. Elle n'a d'ailleurs pas très bonne réputation à Flers...

On la dit très zélée particulièrement avec les habitants du Pont Féron. Bref, le jeune Maghrébin sera hospitalisé pour huit jours.

Le 21 novembre donc, plusieurs de ses camarades se rendirent en force à la discothèque, décidés à demander des explications. De toute évidence, résolus à ne pas s'en tenir aux seuls arguments verbaux. Le gérant de la boîte, « prévoyant » avait renforcé l'habituel service d'ordre par un nombre, paraît-il, impressionnant de nouvelles têtes aux « gros bras », armés de matraques, accompagnés de chiens. Vers 22 h 30 la bagarre éclate, très violente. La police



Une deuxième génération moins réservée : « Nos parents ont été manipulés... ».



Journée contre le racisme, des membres du MRAP sur le marché.

cette fois-ci intervient très rapidement. Débordés, les jeunes se dispersèrent poursuivis à travers la ville par la « milice » et les policiers. On peut, d'après plusieurs témoignages, appeler cela une « ratonnage » dans les règles du genre, sans risquer la diffamation : « Si ce soir là t'as les cheveux frisés et le teint mat, t'en prends plein la gueule » confie Rachid « tout ce qui est « arabe » et bouge dans Flers est suspect... que l'on soit directement concerné ou non par les événements de la soirée : « au bloc ».

Bilan : un policier et un videur gravement blessés, dix jeunes interpellés qui affirment tous avoir été victimes de violences physiques et d'injures racistes. Quatre d'entre eux seront relâchés et placés sous contrôle judiciaire, les six autres transférés à la prison de Caen. Inculpés, ils devaient être jugés le 30 mars. Le MRAP s'est porté partie civile, pour refus de service et injures raciales. Entre le 14 et le 21 novembre, tout le

monde savait que quelque chose allait se produire : « On en parlait en ville », dit-on ici. La police était donc prévenue, pourquoi n'a-t-elle pas rempli son rôle préventif ? Sur la demande de M. Lambert, député socialiste, le ministre de l'Intérieur a ordonné une enquête administrative.

Logés à la même enseigne

Sur vingt-trois mille habitants, sept à huit pour cent d'étrangers vivent à Flers, explique Mme Louaintier, maire de la ville : « Nous sommes actuellement en cours de recensement mais, on a pu dénombrier plus de vingt nationalités différentes. D'importance inégale, s'entend. ». Algériens, Marocains Tunisiens, Turcs pour l'essentiel et quelques Portugais. Tous, pour ainsi dire, sont aujourd'hui logés à la même enseigne : il n'y a pas de travail ; que l'on soit d'ici ou d'ailleurs. Mme Louaintier précise : « Je n'inclus pas les rapatriés dans

les pourcentages que je vous ai indiqués ».

Quatre-vingt familles casées, c'est bien le mot, il y a plus de quinze ans dans des logements construits pour eux par la Sonacotra, aux portes de la ville, dans le quartier du Pont Féron. « Il fallait bien mettre ces harkis quelque part », malgré un flérien de souche qui, manifestement, n'est pas encore remis de ce voisinage forcé.

Mme le Maire pour qui assurément tous les administrés ont les mêmes droits, reconnaît cependant que beaucoup d'autochtones ont parfois bien du mal à reconnaître ces étrangers entre eux. « Ils auraient tendance à les identifier comme étant tous les mêmes alors qu'ils sont tellement différents. Voyez-vous, si nous n'avions à Flers que des rapatriés, il n'y aurait pas de problèmes. ».

Cette remarque révèle une situation que le temps lui-même aura sans doute toutes les peines du monde à débrouiller. Administrativement, ils sont de nationalité française (beaucoup d'entre eux, pour la première génération, ne parlent pas la langue), culturellement... c'est une autre paire de manches. Comme l'expliquent Michèle et Jean-Marie Leveau du comité local d'Argentan : « Leur a-t-on réellement jamais donné les moyens de vivre conformément à leurs traditions ? » Ainsi, la municipalité a mis un local à leur disposition, à condition de vouloir bien le partager avec les scouts de France et d'autres organisations encore. Rassurons-nous, les cloisons sont étanches et les parois solides ! Il ne s'agit là que d'un exemple parmi d'autres, qui donne cependant le ton de la détresse culturelle qui est la leur. D'une génération à l'autre, quand passent les ans, elle se manifeste autrement. Cette détresse (on pourrait dire misère s'il n'existait pas aussi la misère économique), peut être expliquée (historiquement), comprise (politiquement).

prêt à porter
féminin

SIGU

36, RUE DU CAIRE
PARIS 2
508 09.42

analysée (sociologiquement), certainement pas acceptée quand on voit pour le croire.

Boucs émissaires pour certaines bonnes consciences, exutoires pour d'autres consciences assurément moins « bonnes », ces anciens supplétifs (ou auxiliaires) de l'armée française pendant la guerre d'Algérie n'ont, à la limite plus d'autre identité que la photographie accolée sur la carte du même nom. Leurs enfants élevés, grandis surtout en France, souffrent, pour leurs parents, du manque de racines, charriant avec eux un passé douloureux qui ne peut même pas leur tenir lieu de mémoire.

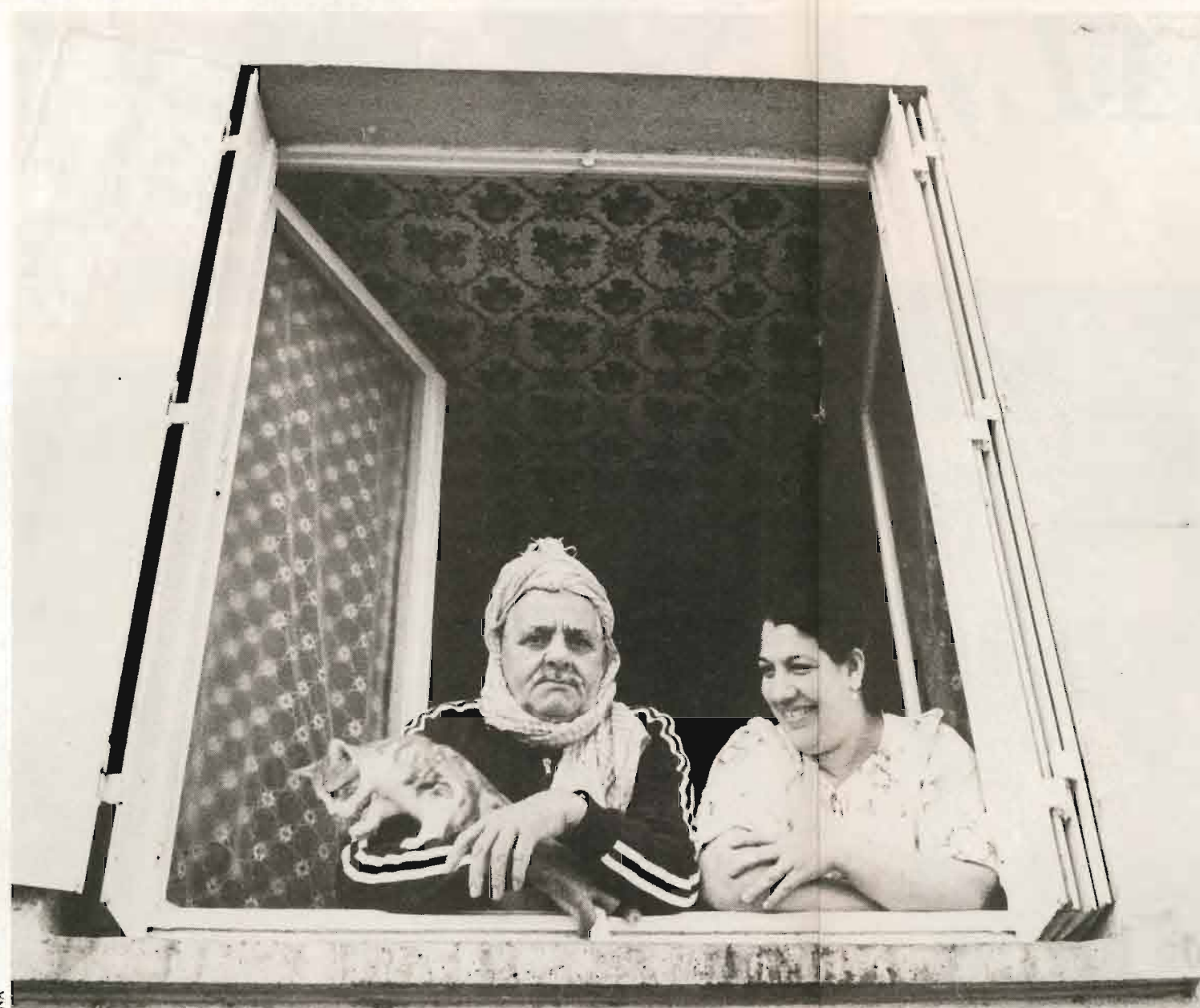
D'ailleurs qui, parmi les Français, sinon les plus jeunes, ne porte encore en lui les traces de cette Histoire entrée de force ; comme par la petite porte dans la vie de ces enfants de « harkis » ? Un militant actif du MRAP ne me disait-il pas : « Avant de s'occuper d'eux, de les contacter, on s'est posé pas mal de questions. »

« Notre pays, c'est ici ». Filatures, tissages, mines de fer, fonderies, etc., autant d'entreprises qui, si elles sont aujourd'hui en difficulté (ou fermées) vivaient en régime de croisière dans les années soixante. C'est pourquoi, lorsque l'un des prédécesseurs de Mme Louaintier répondit favorablement aux demandes du gouvernement pressé de se débarrasser de ses « harkis » que tout le monde ou presque rejetait, ils furent aussitôt embauchés.

L'occasion était belle. On manquait justement de main-d'œuvre à bon marché, non qualifiée. Eux, prêts à tout accepter, ils n'avaient pas le choix, ne réclamaient rien que de pouvoir nourrir, élever les gosses, et la paix, que la page soit tournée et qu'on ne parle plus d'eux. De part et d'autre, du Pont Féron, chacun trouvait son compte dans le silence, l'anonymat, l'indifférence ou l'ignorance. Une religieuse, maintenant à la retraite, très dévouée mais sans grands moyens, établissait la liaison entre les gens du Pont Féron et l'administration. Pour le reste on voulait bien les intégrer, pour travailler, exécuter, voter, etc, et que chacun reste chez soi ; l'intégration à sens unique.

« Ils n'ont jamais été acceptés comme tels », témoigne Marguerite, assistante sociale qui a, un temps, suivi leurs pérégrinations. « Pour un certain nombre de concitoyens, ils sont et restent des « Arabes » au sens de « bougnoules »... si vous voyez ce que je veux dire. Les parents ne vous en parleront pas mais les plus jeunes ne s'en cachent pas ; d'où leur violence, leur rage, bien des fois ».

Marguerite a habité le Pont Féron, dans le quartier des Turcs. A l'époque la séparation géographique entre les deux communautés était très marquée. Aujourd'hui la cohabitation est plus



Dans les cités, rompre avec l'indifférence.

courante. Nous le constaterons l'après-midi en parcourant les escaliers à la recherche d'interlocuteurs « invisibles ». « Les Turcs, poursuit-elle, me paraissent mieux intégrés, un peu mieux reçus par la population. Ils sont certainement plus ouverts ; peut-être parce qu'ils espèrent un jour retourner au pays... Et puis j'étais très sensible au fait que leurs femmes ne vivent pas cloîtrées comme les autres. L'été par exemple, j'aimais bien les regarder, les entendre converser une partie de l'après-midi sur les pelouses... ».

La réputation du Pont Féron n'est plus à faire. Marguerite a voulu un jour déménager ; elle a pris rendez-vous avec un notaire de Flers, par téléphone, afin de louer un logement en ville : « Quand j'ai donné mon adresse, c'est tout juste si on ne m'a pas raccroché au nez. On m'a fait comprendre qu'il était inutile d'insister. Il a fallu que je précise par la suite ma

profession, pour qu'on veuille bien me recevoir. Je me suis débrouillée autrement. Mais vous savez insiste-t-elle, si la Sonacotra est bourrée d'habitants, il y a pas mal de logements libres alentour, dans la Z.U.P. par exemple ; et pas uniquement pour des raisons économiques ou d'éloignement géographique ».

Pas étonnant que ça « pète » un jour

« Depuis le 10 mai, les policiers ne se montrent plus tellement, nous explique Rachid, au café tabac de la Z.U.P. La discrimination se fait au nom de la loi. Ils nous surveillent sans en avoir l'air et à la première infraction — brûler un feu rouge par exemple — pas de cadeau... Ce sont tellement de choses vécues chaque jour ! ».

Avant d'aller au bar de la Z.U.P. — Ahmed rencontré dans la cité, nous y présentera Rachid — je repense, en fai-

sant les escaliers avec Norbert, à la conversation de la veille avec Dinah, du comité local d'Argentan. Elle s'occupe d'alphabétisation : « Même ceux qui ont pu suivre une scolarité régulière, ne trouvent pas de travail, très souvent à cause de leur physique ; on a pu faire la preuve en téléphonant ; là, ça marche... Alors, ajoute à cela le racisme, les tracasseries, le côté renfermé des Normands, le passé et les comportements des parents qui les blessent... Je n'excuse personne, mais il n'est pas étonnant qu'un jour, ça « pète » ».

Mis à part le banal et le quotidien, ce n'est pas la première fois qu'un drame comme celui du Mille-Pattes a lieu ici. En 1976, un Flérien avait tiré avec son fusil, sans raison sur deux jeunes rapatriés ; l'un d'eux, paralysé à vie est aujourd'hui dans un hospice, sans ressource aucune, à la charge de la seule communauté maghrébine.

Pour Mme le Maire, l'affaire du Mille-Pattes n'est qu'un fait divers, exagérément grossi : « On a trop parlé de cette histoire. Si on n'avait pas mis de l'huile sur le feu, elle n'aurait pas pris ces proportions ; ça arrive aussi avec des Français, mais on ne fait pas un tel tapage. On a mal agi en grossissant cette affaire ; il y a des gens bien partout. La police fait son travail. Quant au Mille-Pattes, j'ai averti le gérant que si ses videurs sortaient de son territoire, je faisais fermer la boutique ».

« Nos parents ont été manipulés ».

Affaire dramatiquement spectaculaire qui ne jure pas cependant avec la réalité. Ecorchés vifs, hypersensibilisés, les jeunes de la deuxième génération cherchent une identité. Ils se veulent français, se sentent exclus en France et lorgnent vers l'Algérie, sans ignorer les difficultés qu'ils pourraient y rencontrer. En colère, ils souffrent de la résignation de leurs parents, de leur docilité mais se refusent à les juger : « Nos parents ont été manipulés, la plupart sont illettrés ; personnellement je me refuse à les condamner » lance Rachid qui ajoute : « Il faut nous donner les moyens et surtout nous laisser le temps de nous prendre nous-mêmes en main. Ce n'est que par nous-mêmes que nous arriverons à en sortir ».

Dépassant le comportement de leurs pères, ils refusent d'être assistés. Les organisations actuelles de rapatriés ne leur conviennent pas, « trop ambiguës ». Intolérance, haine, injustice à leur égard... ils ne veulent plus le supporter mais se méfient de toute structure d'accueil, ou de dialogue soupçonnée de vouloir faire de la récupération.

Certains parlent désormais à Flers de la troisième génération. « Les anciens veulent la tranquillité, les jeunes actuels bougent, les petits d'aujourd'hui, eux, ne nous feront pas de cadeaux. » La réponse tient peut-être dans cette constatation faite par Ahmed : « Au fond, on a les mêmes problèmes que les Algériens et les Français de notre âge ; avec eux, pas de problèmes de racisme, c'est autre chose. »

Samedi 20 mars, à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale, le comité local du MRAP distribue des tracts sur le marché de Flers. Entre les réflexions d'usage qui donnent une idée du climat — « merci, je suis suffisamment raciste comme ça » : « Je suis raciste et j'y reste ». « Je sais que ce n'est pas bien mais je le suis tout de même un peu », etc. — et l'indifférence majoritaire, une petite lumière : les jeunes sont les seuls à être intéressés, informés, concernés par les incidents du Mille-Pattes, par le racisme

Jean TORNİKIAN

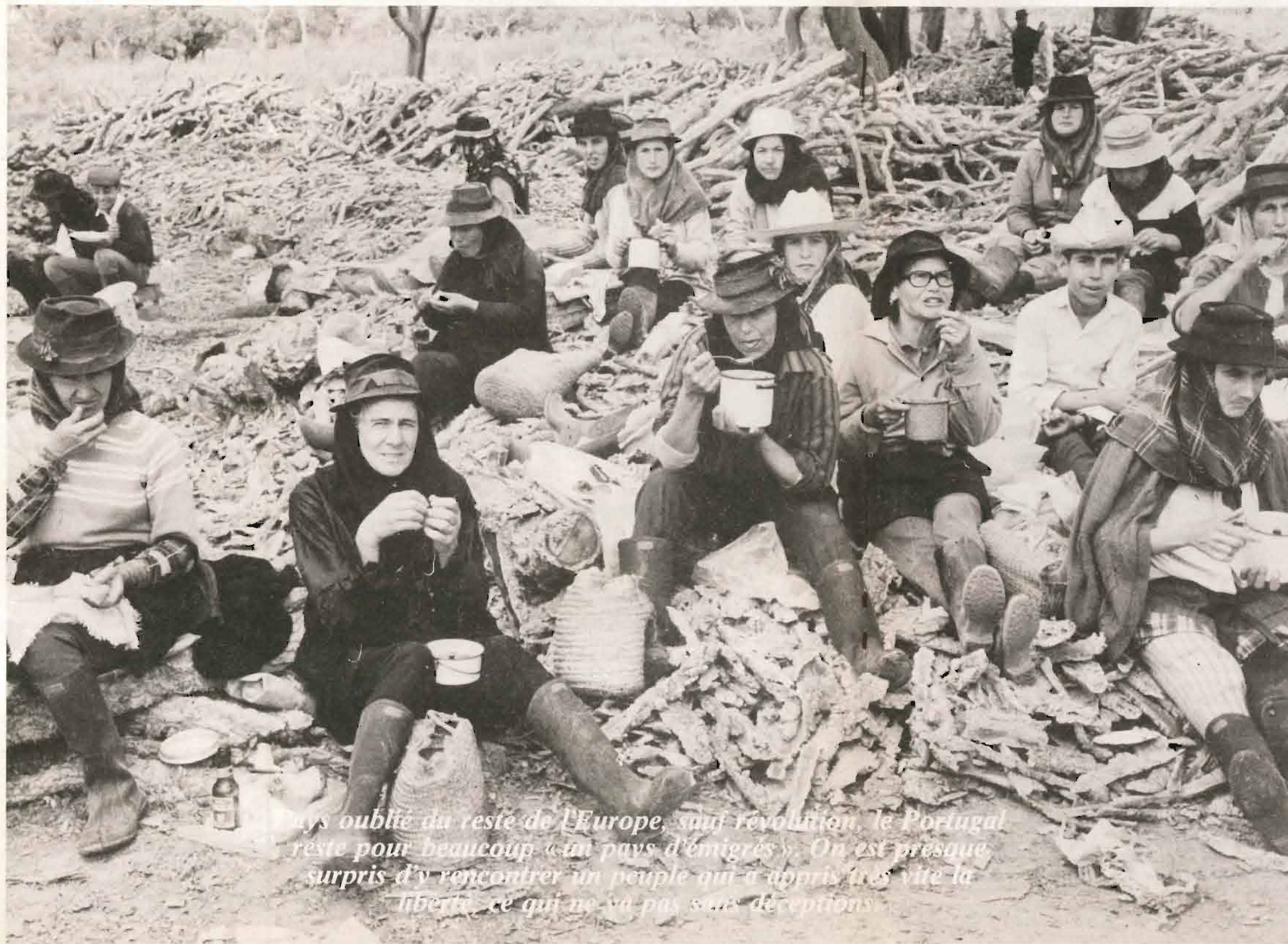
prêt-à-porter féminin



SPÉCIALISTE JERSEY
DESSINS EXCLUSIFS

210, RUE SAINT-DENIS 75002 PARIS
TEL 233.30.20 233.47.50

PORTUGAL, AN VIII



Un pays oublié du reste de l'Europe, sauf révolution, le Portugal reste pour beaucoup « un pays d'émigrés ». On est presque surpris d'y rencontrer un peuple qui a appris très vite la liberté, ce qui ne va pas sans déceptions.

25 avril 1974. La plus vieille dictature européenne vient de s'effondrer. Grand enthousiasme en Europe : ça existe donc, le Portugal ? Mi-solidarité, mi-mauvaise conscience. La révolution portugaise est à la mode. En France, on se promet que si Mitterrand gagne les élections, on sortira aussi les œillets rouges. Depuis, Mitterrand est Président, mais il y a longtemps que les œillets sont fanés et on a de nouveau oublié le Portugal.

Pourtant il existe : on peut le rencontrer tous les matins à neuf heures, gare d'Austerlitz. Le train de Lisbonne est toujours complet, bondé du triste folklore de l'immigration : valises en carton fermées par une ficelle, paquets entourés de papier journal, presque uniquement des hommes, chemises blanches et casquettes.

Moi, je partais faire du tourisme, comme beaucoup, chercher les « vrais » Portugais. Dans le train, j'ai trouvé les Françugués, ces Portugais partis des années du pays pour travailler en France, qui ne rentrent qu'un mois par an, par le train de neuf heures.

Sur le quai de la gare, j'avais déjà devant moi les représentants du dixième de la population du pays : neuf cent mille travailleurs en France, un million et demi en tout à l'étranger, pour neuf millions d'habitants.



Les chantiers navals de Lisnave : aussi des immigrés.

Dans les années 1950-1960, le professeur Salazar, économiste uniquement préoccupé de la bonne tenue de l'escudo, laisse les districts de Bragança et Castelo Branco se vider du quart de leur population. C'est l'est du pays qui perd une partie de ses forces vives : presque tous les émigrants ont moins de 45 ans (1).

Chassés par la misère et l'absence de travail, ils vont en France, en Allemagne, au Brésil, s'y installent ou reviennent faire construire une maison. Dans le Nord, on les repère tout de suite, pavillons *modern style* bicolore, avec un grand balcon en fer forgé. Dans les rues de Guarda, beaucoup de voitures immatriculées en France. Ils ont gagné un peu d'argent, là-bas, mais cet enrichissement relatif, très relatif des Françugués, crée des tensions à l'intérieur du pays. Ceux qui sont restés, ou n'en sont pas partis très longtemps, ne les aiment pas beaucoup. Laura a passé six mois en région parisienne à travailler clandestinement. Elle n'a pas pu continuer à faire des ménages, elle est rentrée à Covilha. Elle n'aime pas les Françugués : « L'argent, ils ne pensent qu'à l'argent... Ils laissent la femme et les enfants pendant quinze ans, et ils croient qu'avec l'argent ça suffit ». (2). Leur seul problème, c'est qu'ils n'ont guère le choix : le Portugal est le pays le plus pauvre d'Europe. 1 820 dollars de produit intérieur brut par habitant, la moitié de la Grèce, le

cinquième de la France.

Dans le wagon du train de neuf heures, il y a un bruit infernal : on parle fort au Portugal, et plus encore quand on va y rentrer, parce qu'on n'est pas bien sûr de retrouver le pays. Pas très à l'aise dans ce compartiment où tout le monde étale ses paquets, il faut se préparer à vingt-quatre heures de train en compagnie de gens qui ont le front de parler une langue incompréhensible pour mes quelques années d'espagnol scolaire, une langue chuintante, fortement nasalisée, où les « o » finale deviennent « ou », ou les « ao » se disent « an ». Pas grand-chose à voir non plus avec le portugais des disques brésiliens.

Fier d'avoir survécu

Vite, se réfugier dans la constatation généralisante : « *le Portugais est fier* ». Etrange mélange mental de « noble hidalgo espagnol », de « fier Corse », et de retenue britannique généreusement accordée aux Portugais (pour le soin qu'ont mis les Anglais à piller leurs vignobles...).

Fier de quoi ? Fier non seulement d'avoir survécu dos à la mer face aux Espagnols, qui restent les ennemis dont on a besoin, mais aussi de s'être tourné au bon moment vers l'océan, pour conquérir un empire colonial énorme pour une si petite métropole (3). Adossé à l'océan, mais sur le passage de toutes les invasions de l'histoire moderne, ce pays n'avait aucune chance d'exister. Son passé n'est qu'un long combat, inachevé encore, pour la survie. Sans remonter à la difficile et lente romanisation de la Lusitanie, il suffit d'examiner le rapport entre l'Europe et le Portugal pour se rendre compte de la précarité de son existence.

Ses provinces actuelles, sauf l'Algarve méridionale, sont restées à l'écart de la pénétration musulmane dans la péninsule ibérique du VIII^e siècle. Mais la reconquête chrétienne qui s'engage alors devient l'occasion d'une lutte pour la possession du pays. Contre les voisins Galiciens et Castellans, c'est un prince bourguignon, Henri de Bourgogne, puis son fils Alfonso Henriques qui profitent du sentiment séparatiste pour unifier le pays. La frontière orientale actuelle, une des plus anciennes d'Europe, date du milieu du XII^e siècle. La langue se fixe aussi à ce moment-là.

A Rio ou à Nanterre

L'unité est remise en cause par les Castellans à la fin du XIV^e siècle, ce qui vaut aux touristes de visiter le monastère de Batalha, construit pour consacrer la victoire d'Aljubarrota (1385) sur les Castellans. En 1580, Philippe II d'Espagne devient son roi, pour le plus grand profit des marchands portugais qui utilisent sa flotte pour le commerce avec les Empires. Ce peuple se libérera de l'Espagne pour tomber sous l'influence de l'Angleterre (traité de Methuen 1703), puis sera envahi par les Français (1807). La monarchie constitutionnelle du XIX^e siècle cède la place à la république en 1910, et le Portugal participe à la Première Guerre mondiale aux côtés des alliés. Ses régiments seront aux premières lignes dans les Flandres. Lourd passé d'oppression pour un petit pays qui veut vivre, et qui continue lorsqu'en 1928, Antonio Oliveira Salazar, professeur d'économie politique à l'université de Coimbra, devient ministre. Il restera au pouvoir jusqu'en 1968, instituant ce qu'on peut appeler pudiquement une république corporative, où les représentants au parlement sont désignés par les chambres de métiers. Avec quelques caractéristiques qu'on a pu retrouver ici ou là en Europe pendant cette période : pouvoir limité de la chambre, conseils municipaux nommés par le gouvernement, presse censurée, parti communiste clandestin, assassinat quelques années après les élections présidentielles de 1958, du candidat de l'opposition, le général Delgado qui devenait trop dangereux.

Il est onze heures. Mes compagnons de voyage sortent de plus en plus de la réserve dont je les crédite généreusement. Il semble difficile de culpabiliser.

Aller travailler en France, ce n'est que prolonger presque quatre siècles d'habitudes d'expatriation ! Dès le XV^e siècle, les



Le Portugal divers : pittoresque et résignation...

Portugais se retournent vers la façade atlantique et l'*Ultramar* : prise de Ceuta (Maroc) en 1415, descente vers Madère, les Açores, le Soudan, la Guinée en 1482, le Cap de Bonne Espérance, ainsi rebaptisé et doublé en 1487, en 1502 débarquement de Vasco de Gama à Calicut aux Indes.

Au même moment, un navigateur portugais, Cabral, dérivait sur la Terra de Santa Cruz, appelée ensuite Brazil, du nom d'un bois de teinture qu'on y trouvait abondamment. Le Brésil sera indépendant en 1822. Mais à la veille de la révolution d'avril, et bien que depuis 1962, les luttes de libération nationale soient fortement engagées, le Portugal, de moins de 10 millions d'habitants, reste à la tête du plus grand empire colonial subsistant (17 millions d'habitants) : Mozambique, Guinée (indépendante en 1973), Cap-Vert, Angola, Macao, Principe, Sao Tome.

Pendant longtemps cette colonisation est restée liée au seul capitalisme commercial qui a engendré des habitudes d'exil. Au XX^e siècle, c'est la fuite des élites, de la jeunesse vers l'*Ultramar* : 3 millions sont partis. Depuis, les Portugais enrichis au Brésil s'amuse de l'inculture et de la pauvreté de ceux qui sont restés. Comme une Irlande du sud de l'Europe, le pays s'est vidé sans grand profit d'ailleurs pour son peuple. De sorte



...lutte et espoir...



...pauvreté et isolement...

que le flux migratoire n'a fait que se déplacer : on part moins au Brésil, on offre plutôt sa force de travail aux pays demandeurs de l'Europe occidentale. La colonisation des riches, c'est l'immigration des pauvres, alors, Rio ou Nanterre...

Avant midi, les casse-croûte sortent. On déballe du panier d'osier le pain, une serviette qu'on déplie sur le genou. On ouvre la boîte en plastique qui contient le ragoût de porc. Coincé sur mon bout de banquette, narines pincées, je me sens infiniment supérieur : comment peut-on manger ça froid ? C'est ennuyeux, parce que le Portugais qui est en face de moi ne me laissera pas tant que je n'aurai accepté de partager son repas. Pour oublier ce mouvement de recul, je me recite qu'on dit (toujours la généralisation réconfortante) que les Portugais sont le peuple le plus gentil d'Europe.

Revient alors ce 25 avril sans coups de feu, cette révolution qu'on a dite avec des fleurs...

La littérature coloniale est pleine de « gentillesse des peuples ». Parlons plutôt de traditions d'accueil : pays ouvert sur l'Atlantique, le Portugal a longtemps vécu sur ses ports. Porto reste une escale importante sur la route du Sud. C'est sans doute pour cela qu'on ne s'y fera jamais : on ouvre son plan dans la rue et immédiatement quelqu'un vient aider à trouver son

Bibliographie

- Yves Bottineau : *Le Portugal et sa vocation maritime sur l'histoire du Portugal*. 1976. Ed. De Boccard.
- Antonio de Spínola : *Le Portugal et son avenir*, textes politiques, 1974. Flammarion.
- Mario Soares : *Portugal, quelle révolution?* 1976. Calman-Lévy.
- Alvaro Cunhal : *Portugal, l'aube de la liberté*. 1974. Editions Sociales.
- *Portugal, les grandes réformes de l'économie*. Revue *Problèmes politiques et sociaux*. 11 novembre 1977. La Documentation française.
- *Portugal em mapas e numeros*. 1978. Editions Livros Horizonte. Lisbonne.
- *Portugal. Etudes économiques de l'OCDE*. 980. Publications de l'OCDE.
- *Dossier Portugal*. Revue *The Economist*. 14 juin 1980.
- *Le Portugal en transition*. *Le Monde* des 25, 26 et 27 novembre 1980.
- *La France vue du Portugal*. *le Monde dimanche* du 10 février 1982.



mais tous les dix mètres un marchand de journaux.

chemin, avec beaucoup d'amabilité et de condescendance pour votre prononciation d'« Igreja dos clérigos ».

Réforme agaire enthousiasme et peur

Les patrons français reconnaissent volontiers aux travailleurs portugais les qualités de travailleurs dociles. Quelle docilité ? Les Portugais en France viennent tous, souvent du Nord et du Centre, des régions les plus pauvres, les plus déshéritées et les plus influencées par l'Eglise catholique. Quatre mille prêtres au Portugal, dont l'audience atteindrait deux millions de personnes. Un million et demi de Portugais vont à la messe. Or, la hiérarchie, exceptées quelques individualités, a apporté son soutien constant à la dictature salazariste et depuis 1974 s'est engagée avec l'A.D., « Association démocratique », qui regroupe les partis politiques de droite. L'église contrôle 60 % des établissements de santé. Confisqués en 1975, ils lui ont été restitués par la droite depuis. Dans les villages du Nord et de l'intérieur, les prêtres ont constamment soutenu les « caciques », notables économiques parmi lesquels l'administration de Salazar nommait les maires. En 1975, des prêtres conseil-

CHRONOLOGIE RECENTE DU PORTUGAL

1962 : début de la lutte armée pour l'indépendance dans la plupart des colonies portugaises.

1968 : Salazar, frappé d'hémorragie cérébrale, quitte le pouvoir. Il est remplacé par Caetano.

1973 : la Guinée Bissau proclame unilatéralement son indépendance. Elle est reconnue par l'ONU.

Mars 1974 : le chef d'état-major général, Costa Gomes, et son adjoint Spinola sont destitués par le gouvernement. Le régime de Caldas Reinhas tente, en vain, de se soulever.

24 avril 1974 : les régiments de Caldas Reinhas et de Sautarem ont investi Lisbonne. Caetano remet le pouvoir au général Spinola.

Les gouvernements provisoires sont sous le contrôle du Mouvement des forces armées (MFA).

Sept. 1974 : Spinola est évincé et remplacé par Costa Gomes, Otelo de Carvalho a le commandement opérationnel.

11 mars 1975 : tentative de coup d'Etat de droite où Spinola est impliqué, ce qui entraîne une radicalisation de gauche du MFA : nationalisations des banques, des assurances, des transports, de la radio-télévision.

27 avril 1975 : élection de l'assemblée constituante : PS = 37 %, PPD = 26 %, PCP = 12,5 %.

Été 1975 : réforme agraire. Mise à sac dans le Nord des permanences du PCP.

25 nov. 1975 : tentative de coup d'Etat de régiments d'extrême-gauche. Echec.

Promulgation de la constitution, très progressiste.

1976 : le général Eanes, modéré, élu par 60 % des voix. Début du reflux, nationalisations en partie remises en cause, sauf les banques.

1978 : l'Association démocratique (A.D.) (partis de droite et libéraux) remportent les élections.

Oct. 1980 : législatives : l'A.D. conserve la majorité.

Déc. 1980 : le général Eanes réélu président, avec les voix de la gauche, contre le candidat de la droite.

Début 1982 : remontée du PCP dans de nombreuses élections partielles. Mouvements de grève générale en février.

laient encore de ne pas voter rouge, cette couleur, celle des bulletins du PS et du PC, est aussi celle du diable. Puis, on le sait ici, les communistes mettent du poison dans les oreilles des enfants. Il y a là de quoi être docile.

Surtout lorsqu'on a peu de moyens de se défendre. Aucun travail d'alphabétisation sérieux n'a été mené par le professeur Salazar. Les régions du Nord, de l'intérieur et du Sud restent à plus de 30 %, voire 40 %, de taux d'analphabètes. Les bulletins des partis politiques sont assortis d'un sigle et d'une couleur qui permettent de les reconnaître sans les lire. Si docilité il y a, elle est, dans ces conditions, toute relative, et n'a pas empêché les paysans de l'Alentejo au Sud d'occuper les terres qu'ils cultivaient en 1975. Ils avaient, il est vrai, de bonnes raisons de le faire. Dans un meeting, un ouvrier agricole expliquait : « J'ai trente-sept ans, je travaille depuis vingt-six ans. J'ai commencé à onze ans. Pour la première fois de ma vie, le 1^{er} mai 1974, j'ai eu ma journée de congé payé ».

La réforme agraire qui a suivi ces occupations, constitue un des faits majeurs de l'histoire de la révolution des œillets. Si elle a été limitée aux latifundias de l'Alentejo elle n'en a pas moins cristallisé tous les enthousiasmes et les peurs de la population.

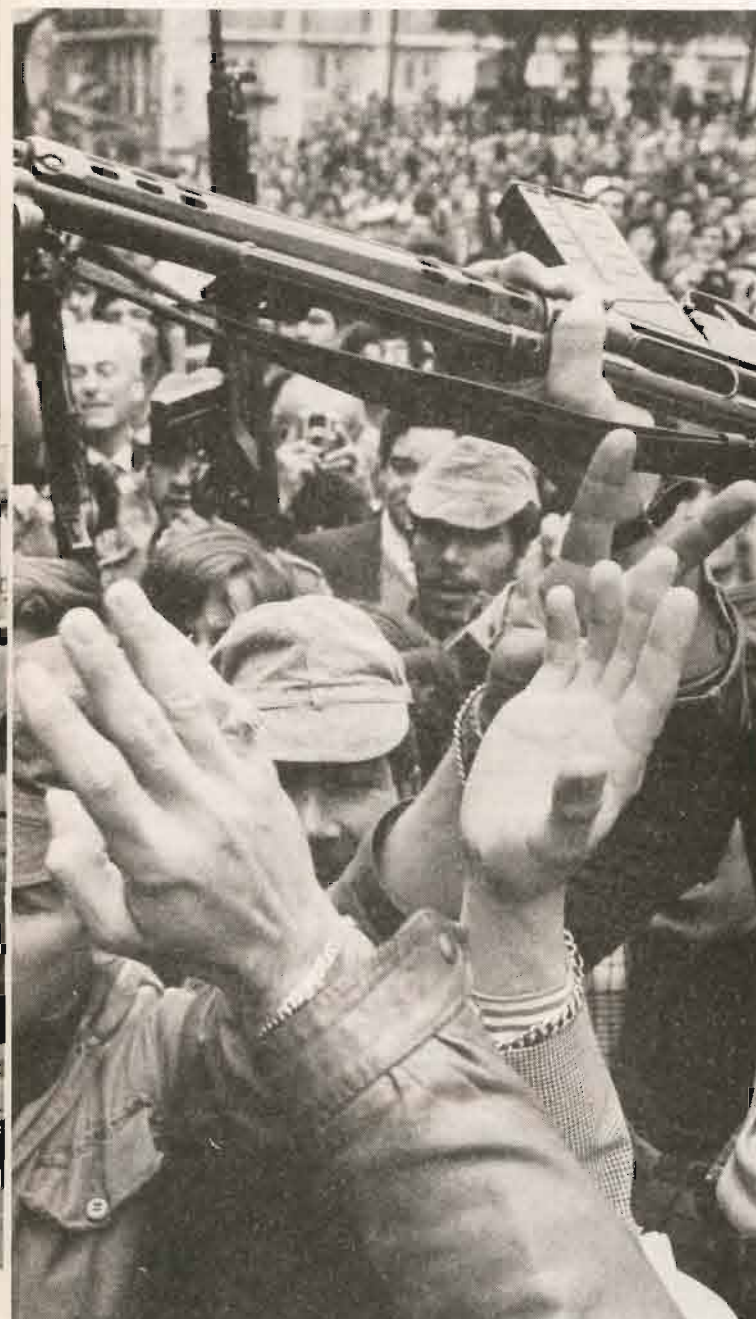


Ce 25 avril sans un coup de feu.

Elle a profondément accentué le schisme avec les régions du Nord, conservatrices et surpeuplées, où dominent la petite exploitation, à peine capable d'assurer la subsistance des agriculteurs. Dans l'Alentejo beaucoup moins peuplé, de grands propriétaires, souvent inconnus de la région, font travailler des ouvriers agricoles qui sont fortement influencés, depuis 1974, par les syndicats agricoles et le PCP.

Ce sont eux qui occupent les terres en 1975, et le gouvernement provisoire, plus ancré à gauche par la tentative de coup d'Etat spinoliste du 11 mars 1977, va tant bien que mal entériner le mouvement. S'organisent alors des unités collectives de production assurant aux ouvriers un salaire fixé. En juillet 1975, les lois de réforme agraire instituent la propriété d'Etat et légalisent le système mis en place d'expropriation des anciens propriétaires. Immense espoir dans le Sud. Dans le Nord, au même moment on commence à mettre le feu aux permanences communistes.

Dès 1977, le gouvernement remettra en cause cette réforme agraire. Le retour de la droite au pouvoir l'annulera pratiquement : les meilleures terres seront rendues à leurs anciens propriétaires avec l'aide de l'armée.



Dans le wagon, on discute violemment, je n'arrive à saisir que « grève générale ». Si en France, on n'entend pas les Portugais parler politique, en revanche, chez eux, ils l'ont découverte depuis 1974 et elle a totalement investi le pays et les pratiques sociales de ses habitants. En France, en 1974, on soulignait surtout l'apparition dans les rues portugaises des revues érotiques interdites sous Salazar. C'est oublier l'extraordinaire explosion de la presse politique à cette période. C'est toujours vrai : pas une rue en ville sans, tous les dix mètres, un marchand de journaux qui propose plusieurs titres. Pas un café de village sans un impressionnant rayon de périodiques, lus et commentés sur place.

Une affaire quotidienne

Pour cette grève générale du 12 février, toute la ville de Porto était couverte d'affiches, d'étiquettes, de papillons, de banderoles de la CGT portugaise. Même les trottoirs étaient « bombés », de quoi faire pâlir d'envie le militant français le plus volontariste. On a même créé un sigle pour la grève du 12. A l'inverse, une bonne partie des habitants de Coimbra, de la jeunesse dorée à l'employé de banque, arborait ce badge sans

Les « retornados »

Entre 1975 et 1976 bien des Portugais sont rentrés des colonies nouvellement indépendantes. Après quinze ans de luttes de libération nationale, la décolonisation s'est faite relativement *en douceur*. Nombre de ceux qui sont partis l'ont fait parce qu'ils ne pouvaient supporter la nouvelle situation, et d'être placés à égalité avec leurs anciens serviteurs. D'autres sont restés, ou ont émigré à nouveau vers l'Afrique du Sud.

Les hôtels de Lisbonne réquisitionnés ont accueilli quelques 600 000 retornados. Certains ont regagné le Nord, qu'ils avaient quitté et qu'ils connaissaient mieux que le reste du pays. La structure rurale, catholique, fermée de cette région traditionnelle d'émigration les a accueillis. D'autres ont réinvestis leurs capitaux dans des boîtes de nuit aux rythmes africains qui ont quelque peu détrôné le « fado » métropolitain. D'autres ont acheté des cafés ou des restaurants.

De fait, les retornados, pour une bonne part aisés, ont été relativement absorbés par la société portugaise, même si, comme les émigrés d'Europe, on s'en méfie un peu, on les trouve un peu trop actifs, débrouillards et pour la plupart conservateurs affirmés. Il n'y a guère que les automobiles à conduite à droite, ramenées du Mozambique, pour rappeler dans les rues des villes portugaises ce qui aurait pu être un problème aussi douloureux qu'en France. Il y a aussi, pour rappeler le « temps béni des colonies », tous les travailleurs immigrés qui en sont originaires et qu'on voit travailler sur les chantiers de Lisbonne. Ceux-là sont arrivés sans auto.



Pèlerinage à Fatima : les communistes mettent du poison... dans les oreilles.

complexe : « Moi, je suis libre, le 12 février, je travaille ». Les discussions étaient interminables.

La politique est affaire quotidienne et se fait dans la rue, des stands politiques permanents du Rossio (une des places de Lisbonne) au prêche du dimanche dans une église du Tras os Montes. Au Portugal, tout est politique : quand Sa Carneiro, le leader de la droite, est mort dans un accident d'avion, on a frappé une médaille où une seule courbe ascendante figurait son ascension politique, la trajectoire malheureuse de son avion, et le sigle de son parti.

Tout de même, je n'étais pas venu parler politique, je cherchais le « vrai » Portugal et ses traditions populaires. J'interroge mon voisin de banquette sur le « fado ». Réponse évasive... Il y a deux cultures au Portugal : celle des touristes et l'autre. Le fado est une forme de chant qui a cessé de vivre depuis longtemps. Il a été repris par l'université sous Salazar, pour tenter d'authentifier la dictature. Il appartient désormais, forme morte, à une tradition estudiantine corporatiste et nostalgique, celle qui fait revêtir la toge pour les photos de fin d'année.

Rien à voir avec l'incontestable renaissance culturelle qui se manifeste depuis la fin des années 1970. De nombreux groupes se sont mis à collecter les musiques, chansons et contes popu-

laïres des provinces portugaises, plus particulièrement dans le Nord, Tras os Montes, ou les formes d'habitat montagnard ont permis à ces pratiques culturelles collectives de se maintenir. Renaissance sensible d'ailleurs à tous les niveaux de l'université au village.

Elle n'est malheureusement pas soutenue par l'Etat, mais par la fondation Gulbenkian. A elle seule, cette fondation est le signe des difficultés portugaises : mise en place par un Arménien enrichi dans le pétrole et fixé au Portugal, elle aurait — prétend-on — un budget supérieur à celui du pays. En fait, seul cet établissement privé a charge, peu ou prou, de toute la culture portugaise, de toute la mémoire de ce peuple.

La pauvreté des moyens du Portugal est partout sensible. Il a toujours été un pays abandonné par ses classes dirigeantes, et même le bref intermède de la révolution semble oublié. Dans les siècles de l'Empire, l'exploitation des colonies par les commerçants portugais a laissé dans l'ombre le développement du pays.

Sous la dictature, le gouvernement était plus soucieux de maintenir un hypothétique équilibre de la balance des comptes que d'équiper le pays en profondeur : il valait mieux encourager le tourisme et l'émigration, pour les entrées de capitaux qu'ils supposent. Depuis, les espoirs de transformation soulevés par la réforme agraire et les nationalisations n'ont pas été confirmés.

Spectacle pour touristes

De sorte que si le Portugal n'est pas tout à fait un pays sous-développé, il en présente beaucoup d'aspects. On est très vite frappé par les signes de misère : enfants travaillant très jeunes dans les restaurants, présence continue de la maladie et de la mendicité dans les rues, mauvaise infrastructure routière. La misère même devient spectacle pour touristes. En été ceux-ci se bousculent pour photographier les pêcheurs de Nazaré.

Il suffit de s'éloigner un peu de la plage et de remonter les rues

de la ville pour s'apercevoir que, bonnets de coton ou pas, la pêche ne nourrit plus la population. La morue est devenue un plat de luxe qu'on ne consomme plus que dans les restaurants. Les chiffres viennent confirmer cette impression. Le taux de mortalité infantile est de 25 pour mille (France : moins de 10). La moitié des exploitations agricoles font moins d'un hectare. Seulement 1,5 % des implantations industrielles utilisent plus de 500 salariés.

L'économie a besoin d'être assistée, le Portugal importe la moitié de sa nourriture, les trois-quarts des grains dont il a besoin. Malheureusement l'aide internationale, en l'occurrence celle du Fonds monétaire international, s'accompagne de mesures de contrôle qui ne sont pas de nature à développer la consommation populaire : il a obtenu cinquante-sept millions de droits de tirage spéciaux, et à partir de ce prêt, un consortium international a avancé 750 millions de dollars. Mais il faut pour cela hausser les taux d'escompte, restreindre le crédit et dévaluer la monnaie.

Rien d'étonnant si Lisbonne, un monde à part dans la séparation Nord/Sud, rassemble toutes ces contradictions. Jusqu'en 1966, elle était elle-même coupée en deux, le pont « Salazar » puis « 25 avril » n'étant pas encore construit. La banlieue sud se noie dans l'Alentejo, on change de région en passant par le Tage. Cependant, il n'y a pas de ségrégation centrifuge : les quartiers populaires ne sont pas rejetés à l'extérieur, ils se mêlent aux quartiers aisés. Dans cette ville tourmentée, ville de funiculaires et d'ascenseurs, les fortes pentes sont occupées par les taudis. Une ville sans pueur, écrasée par le poids de l'Empire et qui le montre. Mais aussi, une ville détruite par le tremblement de terre en 1755 et que le Marquis de Pombal a fait reconstruire selon la raison, l'ordre et la richesse du Portugal colonialiste du XVIII^e siècle. Ville des employés désuets, tirés à quatre épingles, mais aussi ville très politique et militante où n'importe quel meeting politique remplit les 30 000 places des arènes du Campo Pequeno. Etat dans l'Etat, aussi

loin de la misère fermée sur soi du Nord, que du désert du Sud, mais qui a attiré à lui tous ceux que les deux régions et l'Empire ne pouvaient nourrir.

Pour suivre l'histoire difficile de ce pays qui veut survivre, je voulais d'abord « faire » toutes les églises, de Tomar à Alcobaça, voir la Reine morte attendre, dans son superbe tombeau, d'être délivrée de ses malheurs, avant de voir Lisbonne qui s'enfonce dans les siens.

Onze heures du matin. Je descends du train à Coimbra, à l'assaut du vrai Portugal, à commencer par la vieille ville universitaire. Sur le quai de la gare, il y a une gitane de onze ans, en haillons, qui tend la main en montrant son pied bot. Elle a posé à côté d'un chariot le broc d'eau qu'elle portera sur la tête jusqu'au camp qu'on aperçoit derrière les voies. Les touristes sont rassurés : voilà immédiatement du vrai, du pittoresque.

Jean-Michel OLLE

- (1) La moitié sont mariés, la plupart partent seuls.
- (2) On leur reproche un peu tout : de dénaturer le paysage, la culture locale par l'apport de mots et d'éléments de vie étrangers, de dépenser en un mois ce qu'ils économisent en un an. L'émigration est de plus en plus perçue, surtout depuis 1974, comme une trahison.
- (3) Fier enfin, du moins depuis la révolution, de l'avoir quitté rapidement.

Odeurs de cuisines

Caldeirada a Lisboa

Pour 4 personnes, il faut : des poissons variés, une petite langouste, des crevettes, moules, palourdes, etc., 5 oignons, 5 tomates, 3 gousses d'ail, du persil, du laurier, un jus de citron, une demi-bouteille de Porto blanc, un demi-litre d'eau, de l'huile d'olive, 3 tranches de pain de mie coupées en triangles. Sel, poivre, une pincée de coriandre.

Préparez les poissons. Faites un fumet de poissons avec les têtes et les arêtes, 3 oignons hachés et le Porto.

Dans une cocotte, versez le fumet réduit et passé. Ajoutez les autres oignons coupés en rondelles, les gousses d'ail écrasées, les tomates pelées et concassées, une cuillerée d'huile d'olive et le coriandre. Faites bouillir 10 minutes. Puis mettez les poissons, la langouste et les coquillages et faites bouillir à nouveau. Servez accompagné de croûtons frits à l'huile d'olive, et d'un Inho Verde Branco (Gatao).



Françaises et Portugais, quelques contradictions.

QUE SONT DEVENUES LES

Le 11 novembre 1975, le dernier soldat portugais quitte l'Angola dont l'indépendance est proclamée. Pour sauver sa conscience et pouvoir laisser derrière elle un pays en pleine guerre civile, déjà envahi par les troupes sud-africaines et zairoises aux côtés de l'UNITA et du FNLA (mouvements opposés au MPLA), la révolution portugaise a fait signer aux trois parties, le 15 janvier 1975, un accord prévoyant la mise en place, à l'indépendance, d'un gouvernement provisoire tripartite. On sait déjà à ce moment que ce n'est qu'un vœu pieux. La guerre ne se terminera qu'en mars 1976 par la victoire du MPLA et le retrait des troupes sud-africaines.

Que sont devenus l'Angola et le MPLA ? Traversé d'oppositions internes au début de la lutte armée, uni dans la résistance, le MPLA a retrouvé ses difficultés avec la victoire. Mouvement composite, il a subi l'affrontement dans ses rangs, né des différents recrutements de ses dirigeants : ceux de l'extérieur qui, comme le chef historique Agostinho Neto, sont issus de la petite bourgeoisie, ont un statut d'« assimilados » au Portugal et ont fait leurs études et entamé leurs premières luttes dans la métropole. Ceux de l'intérieur, comme Nito Alves, issus de la paysannerie ou du prolétariat et qui n'ont jamais quitté le pays. Nito Alves tente en 1977 d'entraîner une partie du mouvement dans une sorte de putsch, qui échoue.

Fin 1977, le MPLA est organisé en parti, de type léniniste, *MPLA-Partido do trabalho*, où les différentes composantes sont intégrées au centralisme démocratique.

Outre la situation de guerre civile qu'il a fallu gagner, le MPLA a hérité d'un pays dévasté. Plusieurs centaines de ports détruits, départ brutal de 500 000 Portugais qui formaient une bonne part des techniciens du pays, fuite de leurs capitaux, importante migration rurale vers les villes.

Mais aussi de grandes ressources à exploiter : 6^e producteur mondiale de diamants, 4^e producteur mondial de café, de riches gisements pétroliers au large de l'enclave de Cabinda. La tâche était simple, il fallait reconstruire. Sont entamés de vastes plans de reconstruction, d'alphabétisation et de développement.



A Luanda, le 10 novembre 1975 : indépendants.

L'agriculture pose plusieurs problèmes, d'ordre économique et social. Il a fallu combattre l'exode rural, tenter de concilier les cultures vivrières (le manioc) et les cultures d'exportation (le café). Pour cela, le gouvernement a mis en place des fermes d'Etat et des coopératives d'achat, non contraignantes, pour tenter de transformer les pratiques traditionnelles du monde paysan, resté plus ou moins à l'écart de la colonisation, en un mode de production plus aisément planifiable.

La reconstruction industrielle passe par la formation de cadres qui peuvent assumer le fonctionnement autonome du pays. C'est ainsi qu'à ce jour on n'a pas pu nationaliser l'exploitation du pétrole, confié à la Gulf. L'Angola a ouvert ses frontières aux 40 000 Angolais noirs qui avaient fui après l'indépendance. Beaucoup sont revenus, mais peu de Blancs qui sont restés au Portugal, ou ont émigré en Rhodésie, en Afrique du Sud, ou au Brésil.

Beaucoup reste à faire au MPLA dirigé depuis la mort de Neto en 1980 par José Eduardo dos Santos. D'autant que l'UNITA mori-

COLONIES DU PORTUGAL ?

bonde et les forces de la SWAPO, elles bien vivantes, servent encore de prétexte aux raids sud-africains, pour soutenir la première et combattre la seconde. Ces raids restent la menace la plus grave pour la jeune république.

Le régime raciste de Prétoria reste aussi l'ennemi le plus menaçant du Mozambique. L'unité des différents mouvements de libération dans le FRELIMO depuis 1962 a épargné à ce pays une bonne part des difficultés angolaises au moment de son indépendance. Dès 1973, le rapport de forces au Mozambique penchait nettement en faveur du mouvement que dirige Samora Machel depuis l'assassinat du chef historique, Edmond Mondlane, par les agents du Portugal en 1969. Cette déroute militaire pèse beaucoup dans la préparation du 25 avril portugais.

L'indépendance est proclamée en janvier 1975. Depuis cette date la lutte continue sur plusieurs plans ; le FRELIMO, devenu un parti politique en 1977, a fixé pour objectifs le développement de l'éducation et de la santé, secteurs nationalisés. La pratique économique la plus remarquable, outre les nationalisations de quelques entreprises multinationales, est la création, parfois difficile, de « aldeias comunais », structures de collectivisation agricoles, chargées de réunir les exploitants dispersés, de définir elle-même le type et la quantité de production et enfin de produire.

Toute la vie politique extérieure est conditionnée par la lutte contre l'Afrique du Sud, au sein du Front du Refus, qui suppose d'échapper à l'emprise économique de Prétoria sur cette région.

Il ne reste rien de Timor ; l'indépendance proclamée le 26 novembre 1975 n'a duré que dix jours. Avec les bénédictions actives des Etats-Unis et de l'Australie, et l'indifférence des autres nations, les troupes de l'Indonésie de Suharto l'ont envahi. Méthode radicale : un cinquième de la population de la république annexée a été massacrée : au moins deux cent mille personnes. Gerald Ford et Henry Kissinger étaient à Djakarta la veille de l'invasion. Henry Kissinger a reçu le prix Nobel de la Paix.

La Guinée Bissau et le Cap Vert ont vécu depuis l'indépendance un destin tragique, et tout à fait original. Malgré les manœuvres de l'Etat portugais, en particulier du général Spínola, qui ont tenté d'accréditer la thèse d'une *provincia do ultramar* totalement intégrée, l'indépendance a été proclamée au Cap Vert le 5 juillet 1975. La Guinée Bissau, et son mouvement de libération le PAIGC, dirigé par Amílcar Cabral (assassiné en 1973) avait gagné son indépendance en 1973, sous l'administration Spínola. L'expérience du PAIGC a été tout à fait neuve : mouvement de libération de la Guinée et du Cap Vert, il dirigeait les deux pays. Son secrétaire général Aristides Pereira est devenu président du Cap Vert. Jusqu'en 1980, le PAIGC a bénéficié d'une relative stabilité politique, dont a profité le pays. Essentiellement agricole et très jeune, la Guinée dépend beaucoup de l'aide internationale, que l'orientation socialisante sans référence au marxisme lui permet de solliciter partout. En 1979, le président Eanes a visité le pays, affirmant le net rétablissement des rapports entre les deux pays.

L'enseignement est dispensé à 95 000 enfants en portugais, seule langue avec le créole luso-africain à être parlée par les différentes ethnies. La situation au Cap Vert est encore plus difficile, les conditions climatiques y étant particulièrement défavorables. Néanmoins, le Cap Vert, ancienne colonie très intégrée (il y a encore 40 000 Cap Verdiens au Portugal) a produit une bonne partie des élites du PAIGC, fait difficilement supportable pour une partie des dirigeants guinéens, cela a entraîné la scission du parti en 1981, et compromis l'unification des deux pays.

Tout dépend donc, pour les jeunes républiques de l'ancien empire portugais de la situation internationale. Le sort de l'Angola et du Mozambique, pays à même de prendre de plus en plus d'importance en Afrique, est lié à celui de l'Afrique du Sud et des soutiens qu'elle continuera ou non d'obtenir pour sa politique impérialiste. On ne peut que souhaiter qu'elle perde ce combat d'arrière garde, face aux peuples d'Afrique en marche.

« Quand j'ai épousé mon mari, je savais et je voyais qu'il était noir. En fait, j'avais fait un choix les yeux ouverts, en connaissance de cause. Mais l'enfant que j'attends de lui, c'est vraiment l'inconnu ».

MON ENFANT SERA METIS

L'attente d'un enfant dans un couple mixte est la confirmation d'un choix pour une vie conjugale durable et en même temps le début d'interrogations nouvelles. Un troisième individu va ajouter son supplément de différence dans ce couple déjà différent des autres. Et les conjoints n'ont de cesse de se poser des questions...

La future mère a une conscience plus vive d'être en train de « fabriquer » un être en même temps semblable et différent. Quelle couleur sera-t-il ? A qui ressemblera-t-il le plus ? Sera-t-il très typé ? Aura-t-il les cheveux crépus ? Et les paumes de ses mains ?... Ce supplément de différence devient vite un supplément d'inconnu.

Elle rencontre bien des jeunes femmes enceintes comme elle. Mais chacune lui renvoie cette affirmation intérieure : « Mais pour moi, ce n'est pas pareil. Elles sont enceintes comme moi. En cela nous sommes des femmes semblables. Mais en même temps, je vis différemment tout ce qu'elles vivent. Je ne peux m'empêcher de me poser une foule de questions. Je sais que l'enfant qui naîtra sera différent des leurs. C'est exaltant de se singulariser, mais c'est en même temps très insécurisant ». (1).

Sera-t-il comme ses cousins ?

A l'inquiétude naissante chez cette femme se mêlent en même temps les sensations physiques de la grossesse. Elle devine, sans toujours trouver les mots adéquats pour l'exprimer, le petit sentiment d'étrangéité et de mystère. Elle se vit comme le lieu où se crée un être singulier. Elle se demande même s'il ne sera pas étrange, tellement particulier qu'il pourrait paraître bizarre. « Ne t'inquiète pas, lui rétorque son mari noir, il te ressemblera aussi ».



Dès les premiers jours de la grossesse revient une question importante et significative : « Quel prénom allons-nous choisir ? ». Déjà, l'identité de l'enfant cherche à se fixer par la simple appellation phonique où il va se reconnaître et être reconnu par l'entourage. Souvent de longues listes de prénoms féminins et masculins sont établies. Jean, Marie, Pierre, Michel, Françoise, Alain, Jacques sont les prénoms les plus fréquemment attribués pour les enfants français nés à Paris. La province française ayant de son côté des différences, elle ne les place pas dans le même ordre. Elle attribue plus souvent Marie, par exemple, dans l'Ariège. Qu'en est-il pour cet enfant dont l'un des parents est étranger ? Les parents sont favorables à des prénoms « passe-partout ». Ce choix n'est jamais neutre. De même, ils éviteront prénoms très fortement christianisés. Ils chercheront des prénoms internationalistes ou bibliques. Bernard est un prénom courant dans des couples franco-anglais, Roméo dans les couples franco-italiens, Stanislas, Boris, Igor, Wenceslas semblent courants dans la zone des mariages avec les originaires des pays de l'Europe de l'Est, notamment avec les Polonais vivant en France depuis des décennies. Tarik, Karim, Nassim, Ismaël, s'ils marquent une appartenance orientale ne disqualifient pas autant que des prénoms comme Mohammed, Tahar, automatiquement écartés à cause de leur connotation fortement islamique. Le choix est plus large pour les prénoms féminins. Myriam fait une carrière linguistique foudroyante puisqu'il est utilisé dans toutes les langues. Là aussi, la recherche est intéressante autour des prénoms qui se terminent par un a comme Sabrina, Emma, Marina, Natacha, Raïssa, Flora, Barbara. Ils évoquent des origines de l'Europe centrale. Les uns et les autres sont dans

le calendrier. Certains couples mixtes inventent des prénoms originaux ou adoptent des prénoms régionalistes (par exemple bretons) auxquels ils accordent une signification très large... Mikaël, Ronan, Joan...

Derrière la recherche du prénom, c'est bien l'identité de l'enfant à naître qui commence à devenir une préoccupation pour les parents, les grands-parents et tout l'entourage familial. En outre, derrière ce simple premier prénom se profilent des choix de vie qu'ils vont être amenés à préciser et qui les engageront plus encore. « Mes enfants s'appellent Karim, Zezia, Tarik. Et ils n'ont qu'un seul prénom. C'est un choix que nous avons fait parce que nous nous enracinons dans ce pays. Le critère de ce choix a été la prononciation, de façon que mes parents ne les écorchent pas trop quand ils viennent ici » (française, 40 ans, mariée à un maghrébin et vivant au Maghreb). Cette démarche fait apparaître déjà les terrains de compromis entre les conjoints. Chacun défend plus ou moins son identité. « Mon mari est noir, si mon fils est noir lui aussi, ne vais-je pas me retrouver devant deux étrangers. Ou alors c'est moi qui vais me sentir étrangère dans ma propre famille » (française, 25 ans, mariée à un africain).

Une moitié de l'Afrique dans son ventre

Devant chaque enfant, selon le lieu de résidence au moment de la naissance, il y a pour un des conjoints une perte de sa similitude avec ses compatriotes, tandis que pour celui qui vit loin de son pays, une plus-value de similitude s'installe. L'exilé retrouve dans son enfant une partie de lui-même plus ou moins au dépens de l'autre conjoint : « Je suis content que ma fille soit un peu noire. Cela me rappelle mon pays, que j'ai quitté depuis longtemps. Et puis quand nous retournerons là-bas, ce sera mieux pour elle... » (Sénégalais, 27 ans marié à une française). Ce père exprime bien tout le transfert possible, avec le danger ici de l'exaltation affective que l'enfant suscite. Ce dernier ramène le parent étranger à son identité personnelle et à celle de son groupe.

Sera-t-il comme ses cousins ? Souvent cette phrase apparaît dans la bouche des grands-parents : « Que voulez-vous, c'était son choix. Nous l'avons laissée faire - non sans réticence au début. Il nous a fallu beaucoup de temps pour admettre un gendre noir dans la famille ». (Père d'une française mariée à un sénégalais). L'opposition ou la réticence du milieu familial va être réactivée par la future naissance. Elle va rappeler au groupe son identité. « Cet enfant sera sûrement différent, pensez-vous, c'est tout une moitié d'Afrique qu'elle porte dans son ventre ». (mère).

Les conjoints qui croyaient se marier en toute liberté se rendent soudain compte de l'énorme enjeu social qu'est devenu leur couple quand il s'agit pour eux d'avoir une descendance. L'enfant lui-même ne risque-t-il pas de devenir un enjeu entre eux et entre les sociétés desquelles ils ont peut-être cru s'être détachés. Ils vivent un véritable paradoxe : l'environnement social veut les ignorer comme mixte et peut les pousser dans un relatif isolement, et en même temps il tend à exiger un rattachement plus grand du seul fait qu'ils se sont éloignés de la norme habituelle.

L'enfant qui va naître les ramène à des questions fondamentales qui vont se traduire par des attitudes devant des choix : « (...) L'enfant que j'attends me réjouit déjà. Mais c'est plus fort que moi. Je crois ressentir, peut-être plus que certaines femmes enceintes, des impressions profondes. Il y a effectivement un problème esthétique. On a envie qu'il soit beau et la beauté est fonction de certains critères qu'on nous a inculqués. Par exemple : les grands blonds sont plus appréciés que les petits blonds et ils sont plus appréciés que les grands noirs qui eux-mêmes sont plus appréciés que les petits. Ce n'est pas une question d'anomalie ou de tare. Il n'y a rien de comparable. Mais c'est ce que nous sommes, inconsciemment, capables d'accepter. Cet enfant va être le signe vivant d'un choix que j'ai en épousant un africain noir. »

« Vous voyez par exemple, c'est différent de l'enfant étranger adopté. Quand une femme se promène avec un enfant jaune ou noir, on pense que c'est un adopté et on ne se pose pas la question : qui est le père ? Je dirais même que ce soit un enfant adopté, cela valorise l'adoptant. Il a fait une bonne action. Tandis que moi, avec mon enfant qui a beaucoup de chance d'être métis. J'ai l'impression qu'on va me dire : elle n'a pas pu faire autrement. Comme si j'avais fait une mauvaise action d'épouser un Noir » (française enceinte, enseignante, 28 ans, mariée à un Africain noir).

Les réflexions de cette jeune femme traduisent bien la profondeur et l'enracinement des jugements portés par un environnement non tout à fait préparé à

accepter le mariage mixte. Son allusion à la différence entre l'enfant étranger adopté et l'enfant métis démontre l'enjeu de la relation matrimoniale. L'enfant qu'elle attend d'un étranger signifie bien que le groupe dont elle est issue a été atteint, touché jusque dans son corps par cet étranger, ce lointain de lui-même. L'enfant étranger adopté n'implique pas de la même façon l'identité du groupe. Il n'atteint que l'identité intellectuelle et symbolique du groupe tandis que le métis atteint son identité physique corporelle, celle qui lui est la plus perceptible. Le désir d'enfant pour le couple mixte se traduit par une attente où apparaissent clairement les aspects sociaux de la relation duelle. En fait ce désir est une décision sociale plus ou moins consciente. Elle va du projet politique de réunir les cultures au refus d'enfant. Les parents veulent épargner à un enfant la situation plus ou moins difficile à assurer en tant que métis.

Augustin BARBARA
Sociologue

(1) L'article d'Augustin Barbara sur l'attente de l'enfant métis s'insère dans un travail plus global sur les mariages mixtes et leurs enfants qu'il mène depuis plusieurs années dans le cadre d'une recherche universitaire. Dans le n° 6 (mois de décembre) de *Différences* Renée David s'est inspirée largement des travaux d'Augustin Barbara, notamment : *L'enfant : un enjeu*, dossier n° 983 du 15 janvier 1980 de *Hommes et Migrations* et *Etranger mon beau-frère*, *Le Monde* du 30 novembre 1978.

Bp

B. Paul
au
féminin

FABRICANT VENTE AUX GROSSISTES

226, rue St-Denis, 75002 PARIS
Tel. 508.53.05 / 236.90.39

billevesée..

DIFFUSION scarlou

VENTE EXCLUSIVE AUX PROFESSIONNELS

prêt à porter

35, rue des petits carreaux • 75002 paris • ☎ 233.48.36

Au début de 1943, les 60 000 juifs de Salonique sont déportés vers Auschwitz. 1 500 seulement reviendront de l'enfer des camps nazis. Le poète grec Elias Pétopoulos se souvient...

LES JUIFS DE SALONIQUE : UN GENOCIDE OUBLIÉ



Famille juive de Salonique en 1900.

Elias Petropoulos — écrivain grec exilé à Paris depuis dix ans — vient de lancer à l'adresse des autorités de son pays d'origine un appel pour la commémoration officielle d'un génocide de la dernière guerre que l'Europe a oublié : l'anéantissement par l'occupant nazi des 60 000 membres de la communauté juive de Salonique, un acte de barbarie organisée, égal en ampleur et intensité à celui perpétré à Varsovie.

Petropoulos explique : « Les faits sont les faits : On ne peut pas ignorer le passé. C'est un scandale que les jeunes de Salonique d'aujourd'hui ne savent pas que pendant des siècles — et jusqu'à la Première Guerre mondiale — cette ville commerciale et portuaire de première importance a été une ville essentiellement juive, c'est-à-dire avec une population à majorité juive.

« Salonique plonge ses racines dans l'antiquité lointaine, poursuit Elias. Fondée en 315 avant notre ère par le roi de Macédoine Cassandre, elle s'est développée au point d'éclipser un moment Athènes elle-même. Mais au début du XV^e siècle, lorsque le Sultan Mourad en prit possession, elle était retombée au niveau d'un simple bourg.

« Au même moment, en Espagne, l'Inquisition se déchaînait

contre des dizaines de milliers de Juifs. En 1492 — l'année du voyage historique de Christophe Colomb — ils émigrèrent en masse à destination de Salonique, où ils furent accueillis avec chaleur par les autorités. Le Sultan avait en effet décidé de les accepter dans le but d'utiliser leurs compétences et leurs activités pour ranimer la ville, en faire de nouveau un centre commercial florissant et un grand port méditerranéen.

« Pendant des siècles, les Juifs ont vécu en paix et dans une sécurité relative à Salonique comme dans d'autres villes de l'Empire Ottoman. Ils habitaient, il est vrai, des quartiers distincts de la ville, mais ils pratiquaient librement leur religion, bâtissant quarante synagogues. Ils ont contribué énormément à la prospérité de la ville par leur travail artisanal, leurs connaissances scientifiques, leur sens du commerce. Ils y ont introduit de nombreuses techniques et industries, y compris l'imprimerie, la fabrication de la poudre, la filature, le tissage, la teinture, le tannage, la production du vin, l'art des pierres précieuses, de l'or et de l'argent.

« En 1912 — année où la Grèce « récupérait » Salonique dans la foulée des guerres balkaniques — cette ville comptait 100 000 Juifs sur une population totale de 150 000. Vers la fin du XIX^e

Elias Petropoulos, un écrivain prolifique

Un poème sur l'amour et la beauté des femmes ayant valu à Petropoulos sept mois de prison ferme sous la dictature des colonels pour *pornographie et sédition*, il mit à profit cette expérience pénible mais instructive pour écrire un essai satirique et plein d'humour intitulé *Le manuel du bon voleur*. Sa description des défauts des tribunaux et des prisons de son pays est une véritable radioscopie du système judiciaire et pénitentiaire. Son livre connut un grand succès auprès du public grec et se vendit par dizaines de milliers d'exemplaires, avant d'être saisi par les autorités jusque dans les rayons des bibliothèques. Et Elias fut de nouveau condamné, en décembre 1980, à 18 mois de prison. Mais heureusement pour lui, il se trouvait à Paris. Mieux vaut l'exil que la prison !

Les quarante ouvrages d'Elias Petropoulos, écrivain prolifique, qu'aucun sujet ne laisse indifférent, comprennent entre autres, une collection originale de chansons du « milieu » grec et un dictionnaire d'argot homosexuel ; des albums photographiques sur les balcons en fer forgé et les portails des diverses régions de la Grèce ; plusieurs études bien documentées sur le folklore, la cuisine, l'architecture de Turquie — l'ennemie héréditaire aux yeux de beaucoup de ses compatriotes, dont Petropoulos est fier de se considérer l'ami.

siècle, à l'époque des pogromes tsaristes, des milliers de Juifs réfugiés de Russie étaient en effet venus se joindre aux Judéo-espagnols établis à Salonique depuis des siècles. Salonique était alors l'une des villes les plus cosmopolites, les plus « polyethniques » du monde. Outre les Juifs, sa population comprenait des Grecs, des Bulgares, des Albanais, des Arméniens, des Turcs, des Macédoniens, etc.

« L'arrivée de l'armée grecque à Salonique et le transfert de cette ville aux autorités helléniques, explique Elias, se sont traduits pour la population juive par la fin de la tolérance dont ils bénéficiaient sous les Ottomans. Ils commencèrent à subir une série de vexations administratives qui faisaient partie d'une politique délibérée d'hellénisation forcée. Les commerçants et artisans juifs furent forcés d'enlever les enseignes en français ou en espagnol de leurs boutiques ou de leurs ateliers et de les remplacer par des enseignes en grec. »

Quelques années plus tard, sous l'impulsion du nazisme montant en Europe, l'enseignement du français et du judéo-espagnol — langues utilisées par les Juifs saloniens — fut formellement interdit dans les écoles primaires et, dans le nouveau climat d'intolérance, les Juifs évitaient même de s'exprimer dans ces langues en public.

A côté de cette oppression linguistique s'instaurait une oppression religieuse systématique. Les commerçants juifs étaient obligés, par exemple, d'ouvrir leurs boutiques le samedi, le repos dominical étant proclamé obligatoire pour tous. Puis, les organisations hitlériennes grecques commencèrent à faire régner la terreur sur les Juifs, incendiant et saccageant leurs maisons et leurs boutiques, tirant sur la population. Devant ces multiples formes d'oppression, des vagues successives d'émigration réduisirent substantiellement la population juive de la ville. En 1931, par exemple, le pogrome du faubourg de Cambel, quartier populaire juif, provoqua l'émigration en Palestine de 10 000 judéo-espagnols saloniens. La situation des Juifs qui restaient ne cessait d'empirer. En 1936, s'instaurait la dictature fasciste de Metaxas et la censure. Dans de telles conditions, les Juifs continuaient à fuir en grand nombre en direction de la Palestine, de l'Amérique et de l'Europe. Considérés comme éléments étrangers par le pouvoir, les

Juifs étaient pourtant suffisamment « grecs » pour être soldats. Lorsqu'en 1940, l'Italie attaqua la Grèce, 8 000 Juifs de Salonique servirent dans les rangs de l'armée grecque sur le front albanais. 700 d'entre eux payèrent de leur vie, beaucoup d'autres restèrent invalides. Mais pour les survivants la solution finale se préparait.

En avril 1941, les troupes allemandes envahissaient le Nord de la Grèce et Salonique fut bientôt occupée militairement. Avec la collaboration active des fascistes grecs, les autorités allemandes intensifièrent la persécution des Juifs. Le port de l'étoile jaune était obligatoire. L'utilisation des transports en commun était interdite aux Juifs qui devaient souvent faire douze kilomètres à pied pour aller de leur domicile à leur lieu de travail. A cela s'ajoutait la confiscation des biens et des comptes bancaires leur expulsion de lieux publics, leur concentration dans des ghettos. Tout était prêt pour la phase décisive.

Au début de 1943, les 60 000 Juifs qui vivaient encore à Salonique et ses environs, commencèrent à être déportés massivement — par fournées de 2500 à 2800 par jour — vers Auschwitz et les autres camps de concentration allemands. 1500 d'entre eux seulement ont survécu à l'holocauste.

Ecrivain grec non-juif, Elias Petropoulos estime intolérable que l'extermination d'une des communautés juives les plus importantes du monde soit totalement oubliée aujourd'hui. Dans une lettre envoyée en décembre 1981 à Melina Mercouri, Ministre de la Culture de son pays, il proposait donc que le 40^e anniversaire de l'anéantissement des Juifs de Salonique soit officiellement commémoré l'année prochaine par deux mesures simples : l'émission d'une série de timbres grecs portant la légende 1943-1983, holocauste des Juifs de Salonique et l'érection d'un monument dans les jardins de l'Université de Salonique, construite sur le site d'un des plus grands et plus vénérables cimetières du judaïsme espagnol. Cet appel est jusqu'ici resté sans réponse.

Mais qui est au juste Elias Petropoulos, cet homme de cœur qui lutte avec ténacité contre l'oubli d'un génocide ? Né à Athènes il y a 54 ans, fils d'un fonctionnaire modeste, Petropoulos est diplômé de l'Université de Salonique. Très tôt dans la vie, il s'est lancé dans le combat littéraire, non seulement pour les Droits de l'Homme dans l'abstrait, mais pour la compréhension entre tous les hommes et surtout à l'égard de ceux qui souffrent de la faim et du chômage ou croupissent dans les prisons. Ses critiques les plus acerbes visent les juges corrompus et timorés, les policiers sadiques, les parasites et les exploités en tous genres.

Pouvons-nous espérer que l'appel insistant de ce grand humaniste pour la commémoration officielle de l'holocauste des Juifs de Salonique finira par être entendu des nouveaux dirigeants socialistes de son pays ?

Schofield CORYELL

les éditions ouvrières

Krzysztof POMIAN

POLOGNE : DEFI A L'IMPOSSIBLE ? De la révolte de Poznan à « Solidarité »

Histoire d'un peuple. Histoire de « Solidarité » : malgré la nuit ... l'espoir.

Collection « Enjeux internationaux » dirigée par Y. Arcadias et H. Portelli 22392 - 240 pages - 58 F

La rencontre et la fusion de cultures importées et autochtones, françaises, constituent un véritable casse-tête quotidien pour Marina Urquidi.

NOUS, C'EST LES AUTRES



Repos et nostalgie du balayeur de rue.



Chez lui, à Paris, ce fidèle musulman...



Des contacts sur fond d'indifférence.



Spécialiste aux Puces.

Comment faire pour prendre le métro ? Comment faire pour trouver cet endroit au fin fond du 15^e arrondissement, loin des stations de métro, où tout étranger en règle doit passer une visite médicale ? Comment faire pour trouver du travail régulier, et sortir du syndrome « au noir » ?

Peu à peu, nous adaptons nos traditions à notre nouvel environnement. Nous trouvons dans les marchés parisiens, faute d'ingrédients que nous savons bien utiliser, des aliments de remplacement, tandis que nous en découvrons d'autres, tout à fait délicieux, que nous ne connaissons pas. A-t-on jamais vu autant de sortes de pommes de terre, de races de poires, de composantes de salade telles la laitue, la scarole, la batavia, le cresson, l'endive, la chicorée, la frisée ?

Si l'autochtone n'a pas a priori un grand



L'arrivée... « On ne nous avait pas prévus ».

Paris, pour nous autres, avant de venir, c'était un désir de liberté. Dans une démarche parfois difficile, nous avons laissé un jour notre monde familier, nos parents proches et lointains, nos amis d'enfance et toutes ces choses qui étaient devenues des repères sécurisants — mais nous ne le savions pas encore : étaient-ce ces grosses raquettes qu'on remettait dans la cave au mois de mai après la fonte de la dernière neige ? Ces orages-éclair contre lesquels les parapluies ne pouvaient rien, qui provoquaient une course généralisée vers l'abri le plus proche, succédés de couchers de soleil d'une violence spectaculaire — mais banale, puisque quotidienne ? Ou ce fromage blanc qu'on allait chercher à côté de l'église orthodoxe que notre mère fréquentait ? Mais que ce fut ce sombre pub minuscule au détour

d'une impasse ou l'immense jaracanda en fleur à l'angle de la rue, ce n'était pas de ces images-là que notre tête débordait le jour de notre arrivée. Pour peu d'entre nous, le départ fut simple. Parfois brutalement précipité et à contre-cœur, parfois le résultat de marchandages et de sacrifices et parfois suivis de parcours géographiques invraisemblables — tel celui de notre amie tchèque qui a fait Prague-Paris en motoboyette — et il aboutit un jour à la Gare de Lyon, à la Porte de la Villette, ou à Roissy. Envahi de can-can, de Tour Eiffel, d'hommes et de femmes experts en amour, de culture, de discussions interminables aux terrasses de café, ou d'une idée de la survie, notre cœur palpitait de la découverte du pouvoir : pouvoir gagner décemment notre vie, pouvoir apprendre, pouvoir nous exprimer,

pouvoir avoir la dignité qui revient à chaque être humain.

Dans des mondes différents

Mais voilà qu'on avait complètement oublié de nous dire qu'à Paris, il faisait froid, gris et humide. Eblouis par la beauté royale de la ville, nous avons été aussi frappés par son manque de couleurs. Evidemment, nous ne nous attendions pas à loger dans des palaces, mais nous ne pouvions pas non plus imaginer les chambres des foyers, de bonne ou d'hôtel où nous nous sommes retrouvés à plusieurs. Mais surtout, surtout — et c'est cela qui a plus entamé nos illusions — personne ne nous avait prévus de l'indifférence des autochtones : cette impatience cinglante face à nos maladresses linguistiques, ce regard qui nous

évite, ou qui s'arrête sur nous méfiant, voire hostile. Ce fut un triste jour où l'on inventa le terme d'« immigré ». Dénomination administrative, pour les autochtones « immigrés » égale gens-de-couleur, marteau-piqueur-ou-balai, viennent prendre-notre-travail alors qu'on a du chômage, inculte-avec-des-coutumes barbares-et-sanguinaires, égale problème égale danger. Même le plus blanc d'entre nous, celui qui sut se fondre le mieux dans l'ambiance, n'échappe pas « d'abord, vous n'êtes pas chez vous, ici ». Néanmoins, nous sommes chez nous, ici. Nous avons des milliers de kilomètres, des impossibilités économiques, politiques et psychologiques entre nous et un retour au Cambodge, au Chili, au Maroc, au Bénin, aux États-Unis, au Portugal, en Guadeloupe. Nous sommes à Pa-

ris, dans des mondes différents. En face de l'indifférence. Et face à l'indifférence et l'intolérance des autochtones, nous nous pressons tant bien que mal, de nous bâtir un monde tolérable. D'abord, nous retrouver entre nous, nous rassure. Les ghettos correspondent autant à notre volonté qu'à une imposition et un manque de choix. Nous y rencontrons dans certains cas des gens de notre village, sinon de notre pays, et en tout cas, des gens qui ont vécu des situations suffisamment similaires pour nous aider. On nous « filera des tuyaux » dans la mesure du possible. Comment faire pour se loger alors qu'on a une gueule de métèque et un non imprononçable ? Comment faire pour acquérir les cartes de séjour et de travail ? Comment faire pour rendre les démarches à la Préfecture moins pénibles ?

désir de nous rencontrer, nous autres, nous nous devons de le connaître.

... mais, chez nous

Nous nous lançons dans l'observation des coutumes et des pratiques locales, dont nous en épousons, finalement énormément, certaines à contre-cœur, et certaines avec enthousiasme. A plus ou moins long terme, le vin se substituera au thé à table, le costume trois pièces remplacera les tissus magnifiques les jours de fête, et à cause du voisinage, l'écoute de R.T.L. l'emportera sur les soirées que nous passions à faire notre musique avec nos instruments. Peu à peu, avec la puissance du contact, nous trouvons l'équilibre soutenable entre notre perte et notre réalité nouvelle. Autrefois, il n'y a pas si longtemps, le blues, puis le jazz, surgissaient de la dou-

leur des expatriés africains en Amérique. Maintenant, passée dans les mœurs, cette musique est un terrain d'entente et de communication pour d'innombrables êtres humains. Mais nous n'avons pas besoin de nous en référer à l'autre bout de l'Atlantique pour comprendre de quoi sont faites les cultures. Paris, grâce aux affluences étrangères, est une ville cosmopolite par excellence. N'est-elle pas bâtie sur des siècles de conflits entre barbares et civilisations moribondes, les Burgondes et les Gallo-romains par exemple, sur les cris de vie des uns et des autres, et les remises en ordre des États successifs ?

Aujourd'hui, nous sommes à Paris. Nous ne nous intégrerons jamais complètement, malgré nos efforts. Nous apprendrons à nos enfants qu'il faut être plus Français que les Français, et nos enfants nous échapperont, avec le teint et le nom que nous leur avons donnés. Ils auront, comme nous et bien plus que nous, des amis et des amants français. Mais ils connaîtront, comme nous connaissons, la xénophobie, le racisme. Car dans ces ghettos, ces foyers, notre lieu de travail, nous avons vécu des rencontres puissantes. Notre tradition a été confrontée à d'autres traditions, et dans notre perte, nous avons trouvé de nouvelles expressions, de nouvelles cultures. Naissance dans la douleur, mais naissance cependant. Naissance de cultures métisses, mais non bâtardes. Cultures inédites. Etablissement de nouveaux terrains d'entente et de communication.

Acceptez de nous entendre

Face à l'indifférence de l'autochtone, nous l'interpellons : regardez-vous, vous êtes des métisses, d'abord ! Vous êtes les enfants des Occitans et des Bretons, des Alsaciens et des Auvergnats, sans parler des enfants que vous avez ramenés des Colonies et des Territoires. Vous n'êtes même pas homogènes, regardez les différences ! Et nous, regardez nous, nous sommes différents, pareil que vous. Et si notre français vous est incompréhensible, et notre physique bizarre, acceptez au moins de nous entendre sur le spectacle de notre métissage, dans la musique, la danse et sur la scène. Nous ne sommes pas du folklore exotique d'ailleurs, notre langage est parisien, comme le vôtre.

Le Forum des Halles est un lieu où les plus jeunes d'entre nous, nous « rencardons » régulièrement. Cela s'explique facilement : central, accessible par transport public parisien et banlieusard, c'est un vaste lieu avec des espaces où l'on peut faire passer le temps ensemble. Si nous avons rarement les moyens de fréquenter les magasins qui s'y sont installés, les diverses boîtes-à-manger nous permettent de caler provisoirement notre faim. Tout dernièrement, une certaine presse s'est emparée de notre pré-

sence au Forum des Halles, pour nous montrer du doigt : les oisifs, les méchants, les délinquants, les métèques. Alors, nous avons choisi de faire de ce ventre de Paris le creuset des nouvelles cultures. Nous avons pris le printemps comme saison d'enfancement. Pour nous, la communication c'est l'espoir

d'une entente, la possibilité de faire comprendre que l'intérêt de tous n'est pas de défendre son terrain, sa parole, sa culture, en réclamant l'intégration, l'assimilation ou la mort de l'autre. Notre devise : respecter l'autre, c'est peut-être l'aimer.

Marina URQUIDI

LE MONDE A PARIS



Jazz et contes malinké (Cameroun).

Le Monde à Paris, association à but non lucratif pour faciliter et mettre en valeur l'expression des cultures spécifiques se trouvant à Paris par voie radiophonique, audiovi-

Le *Monde à Paris* : douze spectacles en avril, mai, juin - chaque dimanche à 16 heures.

AVRIL

4 : *Ras Paul et Zion gang* : Cinq rastas parisiens chantent en français un reggae inspiré par la banlieue de Paris - 11 : *Hamou Cheheb* : Chantre d'une société qui cherche ses racines - 18 : *Tomas Gubitsch et Oswaldo Calo* : Deux argentins, un piano et une guitare pour un tango contemporain - 25 : *Coordination des femmes noires* : Chant, chorégraphie, théâtre, un spectacle complet.

MAI

2 : *Cabo verde show* : Célèbre revue de musiciens des Iles du Cap Vert avec les frères Mendès - 9 : *Atlantico* : Des musiciens d'Amérique du Sud pour un mélange électrisé - 16 : *Groupe Dou* : Du

suelle et autre, dans un esprit d'entente entre Parisiens. 37, avenue Gambetta, 75020 Paris - Tél. : 797.18.81.

jazz qui ressuscite les contes et proverbes Malinké (Cameroun) - 23 : *Andrew More* : Membre fondateur avec Savary du Grand Magic Circus (Zartan, c'était lui) - 30 : *Eree man* : Du reggae ! Ce groupe d'Antillais est au diapason de tous leurs compatriotes.

JUIN

6 : *Bratch* : Leurs parents ou grands-parents sont venus d'Europe Centrale et d'Arménie - 13 : *Khamsa* : Baylone, c'est eux - 20 : *Deka* : De ces racines invoicriennes et ses séjours européens, Deka nous emarque dans une énergie et un rythme pour un spectacle habitué des salles de jazz.

Prix des places : 40 francs. Vente des billets : Théâtre du Petit Forum (Forum des Halles), les 3 FNAC, les carrefours du Monde à Paris. Renseignements : 797.18.81.

Les Journées cinématographiques d'Amiens n'ont pas été seulement un tourbillon d'images. Surtout un enchaînement de découvertes tant pour des collégiens et des habitants de diverses localités de Picardie que pour les professionnels de tous les continents. Pour l'amitié entre les peuples aussi.

« LES DIFFÉRENCES, ÇA NE REND PAS SUPÉRIEUR »

Le collège de Longpré-les-Corps-Saints, a connu sa révolution cinématographique. Pendant toute une semaine, il a vécu au rythme du festival, un rythme bouleversant le découpage traditionnel des cours en tranches horaires précises, lui substituant des rencontres, des projections, des discussions. Le monde et la vie pénétraient de plein pied dans les salles de classe renversant le rituel.

« C'est chouette ! Ça change, le film, c'est mieux pour comprendre ; on voit les gens, leurs habits, leurs coutumes, on fait connaissance avec leur manière de vivre. Une toute autre manière d'apprendre ! ». On n'en finirait pas de citer les appréciations assez unanimes des élèves du collège.

Et pourtant, au départ, rien n'était évident. Il a fallu déployer bien du talent pour convaincre. Et les enseignants décidés à faire aboutir le projet fournir bien du travail pour élaborer un dossier pédagogique incluant aussi par exemple l'étude d'œuvres de la littérature étrangère, et plus particulièrement algérienne tel le roman de Mohammed Dib *L'Incendie*. « Il n'a pas été proposé aux enfants de « bouffer » de la pellicule, note un professeur. L'objectif était de les amener à réfléchir et à comprendre le monde dans lequel ils respirent ».

Et les élèves ont joué le jeu. De la cinquième à la troisième. Les différents adultes présents (militants du MRAP, réalisateurs africains, journalistes spécialités...) ne les ont pas intimidés.

Les enfants parlent, interrogent. Les enseignants écoutent. Dans ce monde scolaire renversé, se disent posément des choses de qualité : « *Souvent la différence entre les hommes, c'est la couleur de la peau, les religions, les coutumes, le niveau de vie. Mais en fait, ça ne devrait pas être l'important...* ». Un autre enfant renchérit : « *Oui, c'est vrai, c'est souvent comme ça qu'on fait les différences, la couleur de la peau, la langue. Et dans la réalité, ces gens, on les croit inférieurs à nous. Pourtant ils sont des hommes comme nous. Les différences, ça ne rend pas supérieur ou inférieur. Ça rend humain, c'est ça qu'il faut comprendre* ».



The Grass is singing de Michaël Raeburn

Les élèves qui tiennent ces propos venaient de voir *Les Enfants du n° 67*, un film consacré à la montée du nazisme, dans l'Allemagne des années trente, vue au travers du regard des enfants. Du nazisme à l'antisémitisme, très vite le débat et les questions portent sur le racisme en général. Les murs de cette classe, près d'une mappemonde, avec quelques mots sur le tableau noir, *Bantous et 10 décembre, 1948* rappellent que ces rencontres se situent dans le cadre de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale. Et les initiatives prises dans cet établissement scolaire se renouvellaient dans d'autres collèges et lycées.

Le cinéma algérien à l'honneur

Les maisons de jeunes et d'autres structures culturelles traditionnelles de la Somme étaient également concernées par les Journées cinématographiques, et les ont accueillies. Des foyers ruraux à l'université du troisième âge, en passant par les foyers de jeunes immigrés, un public de petits groupes d'une trentaine à une centaine de personnes, s'est constitué pour découvrir un festival du cinéma. Un public qui s'est déplacé pour voir des films contre le racisme, des films pour connaître.

Il n'est pas surprenant que sur les quatre-

vings projections « éclatées », trente-quatre aient été consacrées au cinéma algérien à la demande même de ceux qui recevaient le festival dans leur commune.

Il n'est pas étonnant non plus que les sept membres de la représentation algérienne aient été fortement impressionnés par le nombre de rencontres avec le public prévues à leur programme. Laon, Méru, Saint-Quentin, Oisement, Doullens... ces noms de la campagne picarde signifieront désormais pour eux l'attente et la curiosité d'un public inconnu jusque-là.

Ce cycle indien, à un degré moindre certes, a connu un courant de sympathie semblable. M. Barum Ray, responsable de la programmation du Film forum à Calcutta, expliquait, en détails, tout le travail accompli par les ciné-clubs bengalis pour faire connaître le jeune cinéma conçu hors des studios commerciaux.

Comme l'écrivait Silvestre Naours dans un article bilan du festival paru dans *Le Courrier picard* : « *Les habitants de la Somme ne sont pas devenus des dévotiers invétérés de pellicules du fait du festival, mais quelque chose s'est passé du côté de la connaissance des peuples* ».

Tourbillon d'images

Un festival du film, c'est toujours un tourbillon d'images pour le spectateur, une tornade de scènes entremêlées, de musiques, de paroles se succédant en un curieux chassé-croisé. Durant dix jours à Amiens les mouvements de caméra lyriques ou surréalistes d'Amérique latine se mariaient avec ceux d'Europe occidentale. Plus d'une centaine de réalisateurs, d'acteurs, de techniciens, de critiques, de journalistes ou d'universitaires ont en permanence échangé leur expérience et rencontré un vaste public (15 000 entrées payantes dont 5 000 pour les projections décentralisées).

La diversité des groupes attachés à l'organisation et le caractère collectif de leur travail expliquent pourquoi tant de choses ont pu être faites et dites, en Picardie, au printemps 1982, pour que se renforce l'amitié entre les peuples.

J.-P. G.

LA DÉCENTRALISATION REMET-ELLE EN CAUSE L'UNITÉ NATIONALE ?

Différences, décentralisation et... unité nationale. Le centralisme en France est aussi vieux que l'Etat. Les critiques qu'il suscite aussi. Des embarras de Paris aux difficultés de la province, des lenteurs de l'administration à la précipitation des décisions préfectorales, c'est toujours le pouvoir central qu'on incrimine. L'existence même de telles questions montre que la décentralisation est au cœur des préoccupations françaises. On

en prendra pour preuve la participation record enregistrée aux élections cantonales, les plus proches d'élections « régionales ». Le gouvernement semble avoir l'intention de bouleverser les rapports du citoyen et de l'Etat : nouveau statut de la Corse, préparation de mesures décentralisatrices... Se pose alors cette question : la décentralisation, expression des différences remet-elle en cause l'unité nationale ?

Maurice MAUVIEL
Co-responsable du
CEFIL (1)



La régionalisation peut entraîner les meilleurs effets du point de vue culturel si l'on dissipe quelques illusions ou chimères et si on pose le problème sur un plan réellement démocratique. Dans le cas contraire la région n'y gagnerait guère et l'identité nationale pourrait s'en trouver affaiblie. La revendication culturelle et linguistique risque de s'enfermer dans un micro-nationalisme réducteur privilégiant de façon aveugle la différence au détriment des similitudes, de ce qui est commun à tous les hommes de la nation. Si les défenseurs des cultures et langues régionales reproduisent par mimétisme le discours centralisateur de Paris, ils risquent de méconnaître à leur tour l'extrême diversité des personnalités sociales ou micro-culturelles des aires géographiques au nom desquelles ils s'expriment. En Bretagne par exemple la culture Gallo a mis

du temps à oser s'affirmer face à la personnalité bretonnante.

La pression du centralisme, le mépris dans lequel ont été tenus parlers régionaux et communautés culturelles ont empêché l'éclosion d'une création authentique dans de nombreux groupes sociaux condamnés à fixer leur intérêt, leur curiosité sur des modèles parisiens et élitistes sans être payés de retour.

Si les responsables et animateurs culturels régionaux et locaux ne s'ancrent pas dans ce tissu communautaire local pour se pénétrer d'une certaine manière de sentir, de vivre, de penser, pour s'imprégner des codes symboliques, de la richesse métaphorique des parlers et langues locaux y compris ceux de langue d'oïl (Normandie, Saintonge, Picardie...) ils risquent de promouvoir une culture régionale qui restera le reflet de groupes privilégiés sur le plan social.

L'« érosion » culturelle des groupes d'appartenance irait alors en s'accroissant en dépit des intentions affichées. La création serait guettée par le formalisme et le déclin. L'association de la honte et de l'espoir de se « moderniser », d'échapper aux difficultés économiques ancrées dans la mémoire collective reste le moteur le plus puissant de la perte d'identité dans les groupes régionaux, sociaux ou ethniques défavorisés. Un nouvel ordre culturel exige un nouvel ordre éducatif dont on parle peu. Le pouvoir d'invention et l'imaginaire requièrent une réponse, un renversement de perspectives si l'on veut qu'une culture authentiquement populaire s'exprime et naisse des sources anthropologiques de celles-ci (famille, dialecte, valeurs communautaires, groupes de pairs...). Le patrimoine commun, l'identité nationale pourraient à terme être revivifiés ; un ressourcement en provenance des pays du Tiers-monde serait également nécessaire si l'on veut préparer la France de demain à vivre un authentique multicul-

turalisme qui n'aurait rien à voir avec le cosmopolitisme. Découvrir l'autre - que ce soit au niveau des régimes, des provinces ou des cultures africaines, arabes, asiatiques... c'est apprendre à rendre « visible » sa propre culture selon l'expression de Roy Wagner, c'est apprendre à mieux se connaître, c'est découvrir des pays et segments culturels insoupçonnés de la communauté à laquelle on appartient. Souhaitons que la France, encore à l'écart des recherches théoriques et appliquées de la communication interculturelle, puisse apporter sa contribution originale au moment où l'on parle tant de dialogue des cultures à un niveau trop souvent abstrait comme si l'on obéissait à quelques alibis.

(1) Centre d'Etudes et de Formations Interculturelles et Linguistiques.

Philippe SEGUIN
Vice-président de
l'Assemblée nationale
(RPR)



S'inspirant de conception intellectuelles à première vue séduisantes, le gouvernement a cru devoir proposer et faire voter un texte relatif aux droits et libertés des communes, des départements et des régions dont le contenu est d'ailleurs très en retrait par rapports aux intentions initialement affichées. Le gouvernement s'est-il rendu compte qu'une décentralisation faite dans la précipitation porte en elle les germes de la renaissance de particularismes dangereux ? Après avoir alimenté de faux espoirs, le gouvernement a été bien incapable d'y répondre ; l'accumulation des déceptions entraînera des tensions internes difficilement contrôlables. Ceux des Basques qui espéraient la création d'un département englobant leur territoire naturel doivent être bien surpris de ne plus en entendre parler. Les Corses qui se sont vu octroyer un pseudo-statut seraient bien naïfs d'en espérer autre chose qu'une amnistie à objet pu-

rement électoraliste.

Les régionalistes n'auront ni plus ni moins qu'avant leur mot à dire : le seul changement c'est que l'autorité exercée par le préfet, représentant de l'Etat, passera dans les mains du président de la région et surtout du Conseil général, représentant du pouvoir politique.

A l'évidence, ce transfert n'entraîne pour le particulier aucune garantie d'une plus grande justice ou d'une plus grande liberté.

La tutelle du préfet sur les communes, ou plutôt ce qui en subsisterait, est totalement supprimée ; soit ! Mais il aurait mieux valu se garder de raisonner sur la base d'une image caricaturale de l'ancienne tutelle ; celle-ci était surtout conseil et protection, et ce double rôle aurait dû être préservé.

Enfin, cette loi est imparfaite. Une décentralisation véritable aurait consisté à donner aux collectivités locales de nouvelles ressources et à étendre leurs attributions ; or ces objectifs sont repoussés à des échéances ultérieures et incertaines. En résumé, la décentralisation qui interviendra dans les prochaines semaines accentuera les disparités et les tensions régionales, risquera de politiser les décisions locales, sans pour autant améliorer la vie quotidienne de chacun.

Jacques LEVY
Animateur de la revue
Espaces Temps



Le débat sur les cultures régionales a longtemps été vicié par les enjeux politiques qu'il semblait devoir connoter. D'un côté les régionalistes étaient liés à un mouvement anti-parisien, remontant aux contre-révolutionnaires, chouans ou fédéralistes, et paraissaient situer l'« âge d'or » de la Provence ou de la Bretagne à l'époque de l'Ancien Régime. De l'autre les anti-régionalistes justifiaient, au nom de l'unité, l'oppression des particularités régionales que le bourgeoisie conquérante avait organisée au XIX^e siècle pour normaliser le territoire national.

Dans les décennies de croissance (1950-70), l'exode rural n'a plus seulement alimenté la « pompe » parisienne : il a aussi contribué, avec le travail des femmes et

l'immigration, à fournir sur place une main-d'œuvre réputée plus docile et moins chère que celle de Paris et des grandes agglomérations. Déjà la vieille opposition Paris/Province devenait fragile. Surtout, il apparaissait que les conditions techniques (fractionnement des filières de production) existaient pour une répartition équilibrée des activités, en fonctions des besoins d'emploi. Il y a dix ans, la crise enclenche la vitesse supérieure : pourquoi couper ses racines pour retrouver le chômage, une vie sociale déstabilisée, une même exclusion des décisions qui font notre vie ? « Vivre, travailler, décider au pays » fait sortir la région de son conservatisme et la culture régionale de son élitisme. Les Occitans ce ne sont pas seulement des écrivains mais aussi des viticulteurs. Les Bretons, ce ne sont pas seulement des dirigeants de PME amers, mais aussi des travailleurs de l'électronique.

La revendication culturelle, au lieu d'être un dérivatif, devient l'élément d'une vision globale de l'autonomie d'ensembles infra-nationaux, locaux ou régionaux où les intéressés prendraient eux-mêmes les décisions qui les concernent. La correspondance entre ensembles économiques régionaux réels (Ile de France, Nord, Rhône-Alpes) ou possibles, et entités culturelles à base linguistique (Bretagne, Alsace, Occitanie, Catalogne, Pays Basque) n'est pas totale, car pour des raisons historiques, l'unification du territoire s'est faite contre les unités du niveau inférieur. Mais là n'est pas l'essentiel : au-delà des héritages de répressions et de résistances, de nouveaux rapports nation/région peuvent émerger. Aujourd'hui, l'idée même de nation repose sur deux consensus répandus dans tous les replis du territoire national :

— Le passage démocratique par l'Etat central pour les orientations qui engagent le plus la vie des habitants, notamment les grands choix socio-économiques et les rapports avec l'extérieur — ce qui exclut la subversion et la sécession.
— L'existence d'intérêts communs à la grande majorité des habitants de la France, reposant sur des besoins complémentaires et exigeant la mise en œuvre de cohérences économiques à l'échelle nationale — ce qui exclut le dépassement transnational de l'Etat.

Dans ce cadre, la satisfaction des besoins là où ils apparaissent, la prise en charge des problèmes par ceux à qui ils se posent, l'organisation de la vie sociale par ceux qui vont la vivre, la définition de la culture par ceux qui la font et se l'approprient apparaissent non seulement comme des objectifs raisonnables mais même comme des moyens utiles du développement de l'ensemble de la société. Vivre son environnement social, local, régional et national en acteur responsable : ne serait-ce pas, outre une finalité, un moyen d'une croissance nouvelle.

Félix DAMETTE
Député au Parlement
européen (PCF)



Notre parti a dit depuis longtemps qu'il faut changer le fonctionnement de l'Etat et du système institutionnel français et pour cela décentraliser. Nous avons des propositions précises, en particulier sur la commune et son autonomie : c'est une chance pour la France d'avoir 36 000 communes, plus il y a de foyers de démocratie, plus c'est bon pour la démocratie. Ces propositions s'inscrivent dans une vision plus globale de la souveraineté nationale. Il faut, en fait, revaloriser la notion de souveraineté populaire, qui s'exprime par le suffrage universel. Nous voulons un état unitaire et décentralisé, un état démocratisé où les responsabilités reviennent à ceux qui sont au plus près des réalités, et des besoins des intéressés.

Il faut donc se réjouir du fait que cette décentralisation s'avère être l'une des grandes actions du gouvernement. Mais comment s'y prendre ? Le gouvernement a décomposé la décentralisation en étapes, une première a déjà été franchie, avec la loi sur les libertés des communes, départements et régions. Il s'est donné du temps pour élaborer d'autres lois, plus fondamentales, qui mettront en place le véritable système de compétences et de ressources. Mais dès la première loi s'est engagé un processus de décentralisation, pour la première fois dans ce pays depuis le Consulat.

Nous n'avons aucune inquiétude pour l'unité nationale du pays. L'unité nationale ne peut être mise en cause par le développement de la démocratie. Bien au contraire, Georges Marchais a dit, il y a quelques années : « Le ciment de l'unité nationale, c'est la liberté ». Parmi les libertés, il y a celle née de la décentralisation, nous ne confondons pas, comme la droite, unité nationale et centralisme d'Etat, nous considérons au contraire que l'unité nationale repose sur le développement de la démocratie à tous les niveaux.



59, rue N.-D.-de-Nazareth
75003 PARIS - ☎ 278.54.02

cahiers Bernard Lazare

dans ce numéro :

- L'ANNEXION DU GOLAN
Alain Finkelkraut,
Jean-François Kahn,
Israël Schirmann
représentant du Mapam en France
- Une interview du
Professeur Zeev Sternhell
- L'IDENTITÉ MAROCAINE EN ISRAËL
Raphael Benchochan

Dessins de **Moshik**

№ 90-91 JANVIER-FÉVRIER 1982 16 F

Le Cercle Bernard Lazare
organise les ASSISES
du JUDAÏSME PROGRESSISTE

avec
Nahum GOLDMANN - Jean DANIEL
Saul FRIEDLANDER - Victor SHEMTOV
et le Parti Socialiste

les 23-24 AVRIL
au SÉNAT

Le Cercle Bernard Lazare

La Revue de la gauche juive en France

Comité de soutien : Elisabeth Badinter - Simone de Beauvoir - Doris Bensimon - Bernhard Blumenkranz - Michel Dreyfus-Schmidt - Dr B. Ginsbourg - Vladimir Jankélévitch - Clara Malraux - Albert Memmi - Claude Olivienstein - Léon Poliakov - Hugues Steiner.

2 NUMÉROS GRATUITS SUR DEMANDE

BULLETIN D'ABONNEMENT

A RETOURNER AU CERCLE BERNARD LAZARE
17, rue de la Victoire, 75009 Paris

Je souhaite m'abonner aux **Cahiers B. Lazare**

6 mois : 30 F 1 an : 60 F

Israël (par avion) : 80 F, Belgique : 300 FB, Suisse : 20 FS, Autres pays : 70 F
Notre C.C.P. Paris 15 461 38 R ou par chèque bancaire au nom du
Cercle Bernard Lazare (prière d'éviter les mandats)

Nom :

Prénom :

Adresse : N° Rue :

Code postal :

Ville :

.....

Ets DASYL
PRET-A-PORTER

12, rue du Faubourg Saint-Martin
75010 PARIS
Tél. : 208.68.83

PULLS - CHEMISIERS - IMPORT - EXPORT

VANGO

24, rue du Caire - 75002 PARIS

TÉL. : 236 58.26 - 236 52.27

MARCY

129, rue d'Aboukir
75002 Paris - Tél. 236.66.89

4 avril

■ A Poitiers, inauguration de la maison le **Toit du monde**, centre de rencontre et d'échange, en présence de M. François Autain, secrétaire d'Etat chargé des immigrés. Une réalisation commune de l'association **Accueil et formation des immigrés** et du collectif **Tiers-monde**.

7 avril

■ Ce jour a été déclaré par l'ONU **Journée internationale des personnes âgées**. A cette occasion, le **Centre culturel de Mâcon** et le **Forum F. les farfadets**, organisent une journée intergénération avec, à 12 h, conférence de presse et à 15 h projection du film **Harold et Maude** suivi d'une conférence. Rens. : M. Michel Dauriel, centre culturel 1511 av. Charles-de-Gaulle 71000 Mâcon (85) 38.79.11.

15 avril

■ *L'Inde, valeurs traditionnelles*

et développement économique, débat avec Pierre Bernard Le Bas, Isabelle Milbert et E. Romatet, organisé par le **Mouvement des cadres, ingénieurs et dirigeants chrétiens**.

20 h 30 Centre Varenne, 18, rue de Varenne Paris-7^e (222.18.56).

18 avril

■ Alfortville, la **maison des jeunes** et de la culture présente le Cirque d'Amar par la troupe algérienne Ned'Jma.
15 h salle des fêtes, rue Voltaire (378.92.15).

19 avril

■ Pour la commémoration du 39^e anniversaire du soulèvement du ghetto de Varsovie, cérémonie à 18 h au Mémorial du martyr juif, organisé par le CRIF sous la présidence de M. Pierre Paraf.
17, rue Geoffroy-l'Asnier Paris-4^e (561.00.70).

22 avril

■ A la mémoire des victimes des camps de concentration, des cérémonies sont organisées par l'**Office national des anciens combattants** pour la journée nationale de la déportation et le **Souvenir français**. 18 h à la synagogue, 44, rue de la Victoire Paris-9^e.

21 avril - 5 mai

■ Premier festival du cinéma juif. Une trentaine de films rares, voire inédits marquant suivant quatre axes le destin juif du XX^e siècle : richesses ethniques, persécutions, migrations et devenir. Plusieurs tables rondes accompagneront les projections.
Cinéma Escurial, 11, boulevard de Port-Royal, Paris-13^e.
(Rens. : 805.93.07).

24-25 avril

■ Les assemblées régionales du MRAP se réunissent pour prépa-

rer le congrès national des 8 et 9 mai.

■ A l'occasion de l'inauguration à Fontenay-sous-Bois (94) d'une place de l'Amitié entre les Peuples, dimanche 25, une vingtaine d'organisations dont la jeune section du MRAP proposent samedi de 17 à 23 h au gymnase Auguste-Delaune, rue Pierre-Dulac, un gala international non-stop : participation de nombreux artistes et troupes, dégustation de spécialités, artisanat, affiches, disques, etc. Bon de soutien, 10 F. Dimanche à 11 h, cérémonies du souvenir au Mémorial de la Liberté.

26 avril

■ Concert de Michel Benhaiem le 26 avril 1982 à 20h30, salle de l'Agora, 35 rue de Sèvres, Paris. Au programme : Bach : prélude et fugue en sol dièse mineur 2^e livre. Beethoven : sonate en ré majeur opus 10 n° 3. Schubert : sonate en la mineur D845. Chopin : ballade en sol mineur, opus 23.

CUIRS & PEAUX
FOURNITURES GÉNÉRALES POUR CHAUSSURES

ÉTABLISSEMENTS ERIC

Les Spécialistes de Moutons et Chèvres

85, Rue Julien-Lacroix
— 75020 PARIS —

Tél. : 636 53-18 - 636.81.39

COMMISSION

EXPORTATION

MAROQUINERIE EN GROS

SACS FANTAISIE CUIR

ET MATIÈRES MODE

les
fabriques
du temple

Téléphone

272 17 34

272 99 15

87, rue du Temple, Paris-3^e
3, rue Michel-le-Comte, Paris-3^e

JNS 3



46, Chaussée d'Antin
Paris Tél. : 744 20-18
874 67-55

LES PIEDS SENSIBLES
c'est l'affaire de

SULLY

Confort, élégance, qualité,
des chaussures faites pour marcher

85 rue de Sèvres
5 rue du Louvre
53 bd de Strasbourg
81 rue St-Lazare

Du 34 au 43 féminin,
du 38 au 48 masculin, six largeurs

CATALOGUE GRATUIT :
SULLY, 85 rue de Sèvres, Paris 6^e
5 % sur présentation de cette annonce



QUAND LES ENFANTS DESSINENT



OBJET : DISCRIMI- NATION CONTRE LES LÉVRIERS

Question écrite N° 291
81 de l'Honorable
parlementaire, M. Prag, à
la Commission des Com-
munautés européennes,
publiée au journal officiel
de la C.E.E.

« La Commission sait-elle
que la compagnie mari-
time irlandaise, *British
ans Irish Steam Packet
Company Limited (B and
I Line)*, fait payer 31 livres
le billet de traversée d'un
lévrier de compagnie entre
Dublin et Liverpool, au
lieu du tarif normal de 3
livres pour n'importe quel
autre chien et que, en
outre, le passager est
obligé de payer 10 livres à
un agent des douanes à
Dublin? Celui-ci ne fait
que recopier les détails
d'un formulaire que le
voyageur a rempli aupara-
vant à un poste de douane.
La Commission voudrait-
elle enquêter sur cette
question et vérifier si une
discrimination aussi gros-
sière ne constitue pas une
infraction aux clauses de
non discrimination conte-
nues dans le traité insti-
tuant les Communauté
économique européen-
ne? ».

Peut-être, s'il n'a pas satis-
faction, l'Honorable par-
lementaire ira-t-il jusqu'à
la Cour internationale de
La Haye, jusqu'à l'ONU?
Heureux, comme disait
Fernand Reynaud, cet
homme qui n'a vu que la
discrimination contre les
lévriers.

Dès l'école combattre le racisme est un intéressant dossier édité par le comité de Nice du Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples duquel ce dessin d'enfant est extrait.

TRIBUNE JUIVE

HEBDOMADAIRE N° 711 DU 26 FEVRIER AU 4 MARS 1982

9 FRANCS - 18 CHEKALIM



PHOTO William KAREL/SYGMA

M-2772-711-9 F

CHAL

Abonnez-vous 19 numéros
140F

Nom _____ Prénom _____
Adresse : _____
TRIBUNE JUIVE
18, rue Volney,
75002 Paris



The background of the entire image consists of several concentric circles in various shades of blue, creating a ripple effect. The text is centered and follows the curve of these circles.

RTIL

**1^{ère} radio
de France**